



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2955
21 mars 2025
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Qui veut la paix doit préparer la révolution



ISRAELI DEFENCE FORCES REUTERS

À Gaza.

Gaza

**Netanyahou
relance la guerre**

page 8

Retraites

**Un conclave
comme alibi**

page 6

Retailleau

**Le racisme
comme politique**

page 3

Leur société

- Loi narcotrafic: répressive et impuissante 3
- Retailleau: un plan de carrière sordide 3
- Macron et sa guerre: une opposition de façade 4
- SNU: « engagez-vous, rengagez-vous! » 4
- Mélenchon: pour l'armement tricolore 4
- Jeunes migrants: expulsion musclée 5
- Contre le racisme, pour la régularisation! 5
- Guerre d'Algérie: les enfumades de la République 5
- Conclave sur les retraites: palabres et faux-semblants 6
- Le Medef veut allonger les carrières longues 6
- « Lutte contre la fraude »: une présentation frauduleuse 6
- Logement social: ex-ministre mais toujours nuisible 6
- Éducation: des milliers de suppressions de classes 7
- Amiante dans les écoles: manque de prévoyance et de moyens 7
- Bétharram: une inspection pas du tout surprise 7
- Cinq ans après le confinement: des « premières lignes » toujours aussi maltraitées 12
- Mayotte: des moyens pour le militaire, pas pour l'humanitaire 12
- Inria: la recherche militarisée 12
- Travail dissimulé: des contrôles qui épargnent les gros 13
- Scientifiques américains: un accueil tout en hypocrisie 13
- Nos lecteurs écrivent: la Croix-Rouge contre ses salariés 13
- SNCF: les chiffres qui parlent 13
- Martinique: Valls passe, la vie chère reste 16
- Laboratoires pharmaceutiques: les travailleurs scientifiques sacrifiés aux profits 16

Dans le monde

- Gaza: Netanyahu relance la guerre 8
- Yémen: sous les bombes de Trump 8
- Armement: euphorie boursière 8
- Mexique: un État complice des cartels 9
- Mozambique: pour les profits de TotalEnergies 9
- Argentine: Milei s'en prend aux retraités 10
- Inondations meurtrières 10
- États-Unis: poules malades et firmes prospères 10

Il y a 40 ans

- Gorbatchev secrétaire général: le bureaucrate qui voulait sauver l'URSS 11

Dans les entreprises

- Iveco Bus - Annonay 14
- Forvia - Méru 14
- Livreurs à vélo 14
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 14
- Safran - Villaroche 15
- CPF - Itancourt 15

Agenda

- Fêtes régionales 3
- 7, 8 et 9 juin: la fête à Presles 16

Si tu veux la paix, prépare la révolution!

Depuis l'allocution martiale de Macron contre la Russie, de nombreux travailleurs se demandent s'il en rajoute dans la dramatisation ou si l'on marche pour de bon vers la guerre.

Il y a, c'est sûr, une partie de mise en scène. Macron, comme tous les dirigeants européens, sait pertinemment que Poutine n'a ni le projet ni les moyens d'envahir l'Europe.

Par ailleurs, Macron affectionne cette posture de chef de guerre, qu'il avait déjà adoptée lors de la crise du Covid. Elle lui a permis de se faire réélire en 2022 et, aujourd'hui, elle le ramène au centre du jeu politique.

Mais tous les pays se réarment pour des raisons bien plus fondamentales que l'arrivisme ou la dinguerie de tel ou tel politicien.

Partout, les tensions montent du fait de la guerre économique toujours plus féroce. La lutte pour la suprématie sur telle ou telle région et la guerre pour les minerais, le pétrole, l'énergie ou les marchés font rage. La concurrence entre rapaces plonge depuis longtemps des régions entières dans des guerres sanglantes, et pas seulement en Ukraine. La République démocratique du Congo, le Soudan et le Moyen-Orient sont aussi ravagés par des guerres alimentées par les appétits et les manœuvres des grandes puissances.

Alors oui, la situation est grave. Poutine a déclenché une boucherie fratricide en envahissant l'Ukraine pour contrer la pression occidentale et protéger les intérêts des oligarques russes. C'est un dictateur doublé d'un assassin. Mais les dirigeants occidentaux, qui ont attisé cette guerre pour défendre leurs propres intérêts impérialistes, ne sont pas moins rapaces, cyniques et meurtriers.

Trump est en train de négocier avec Poutine un partage de l'Ukraine, car il veut un « retour sur investissement ». Et que font les dirigeants européens? Ils trépignent pour être invités à la table et arracher, eux aussi, leur part du gâteau!

La guerre en Ukraine est loin d'être réglée. Macron et Starmer veulent imposer la présence de troupes françaises et britanniques sur place. Seront-elles garantes du cessez-le-feu ou serviront-elles de prétextes à de nouveaux affrontements? Et puis, comment va évoluer la rivalité entre les États-Unis et la Chine? Jusqu'où ira la guerre commerciale entre les États-Unis et l'Europe?

Il est impossible de prédire quel affrontement finira en conflagration armée. Il est impossible même de prédire quelles alliances prévaudront alors.

Henry Kissinger, secrétaire d'État américain au début des années 1970, avait expliqué que « l'Amérique n'a pas d'amis ni d'ennemis permanents, elle n'a que des intérêts ». Trump a fait sienne cette règle cynique, et c'est celle d'absolument tous les dirigeants politiques de la bourgeoisie, y compris des dirigeants européens, même s'ils cherchent, aujourd'hui, à se donner le beau rôle en parlant de démocratie et de droit des peuples.

Mais c'est aussi et surtout la ligne de conduite de la classe bourgeoise, qui tire toutes les ficelles. C'est une règle de base de la société capitaliste: rien ne doit faire obstacle à l'accumulation de milliards entre les mains de la grande bourgeoisie et des financiers, ni le respect des hommes et de la planète, ni celui de quelconques valeurs morales. Et s'ils ont besoin de la guerre pour faire fructifier leur capital, guerre il y aura.

C'est cette classe sociale qui est capable de nous envoyer à la mort pour ses intérêts. C'est elle qui, déjà, nous exploite et nous épuise pour ses profits. C'est elle et sa domination que nous avons à combattre.

Trump, Poutine, Xi Jinping ou un second couteau comme Macron peuvent disparaître de leur belle mort, mais pas la bourgeoisie et son système capitaliste à la base de l'exploitation et des guerres. Pour que ceux-ci disparaissent, il faudra les renverser, c'est-à-dire exproprier les capitalistes et diriger la société et l'économie collectivement à l'échelle du monde.

Aujourd'hui, les travailleurs se sentent incapables d'accomplir une telle tâche. Pire, ils n'en ont même plus la perspective car ils ne se voient plus comme une classe sociale capable d'agir pour ses intérêts et pour changer la société de fond en comble.

Les travailleurs constituent pourtant une force sociale comparable à nulle autre. Sans eux rien ne peut se faire, pas même la guerre. On l'a vu dans le passé quand, en février 1917, les paysans et les ouvriers russes ont arrêté la guerre en se révoltant contre cette abominable boucherie. Ils ont non seulement renversé un tsar, mais ils se sont aussi emparés du pouvoir pour tenter de construire une tout autre société.

Ces combats passés des travailleurs prouvent que l'intervention politique consciente et indépendante des exploités est possible. Cette voie est la seule chance de stopper l'évolution réactionnaire, nationaliste, guerrière et barbare de la société.

Nathalie Arthaud



Loi narcotrafic : répressive et impuissante

Lundi 17 mars, les députés ont commencé l'examen du texte présenté conjointement par un sénateur LR et un socialiste, appuyant le gouvernement qui prétend « sortir la France du piège du narcotrafic ».

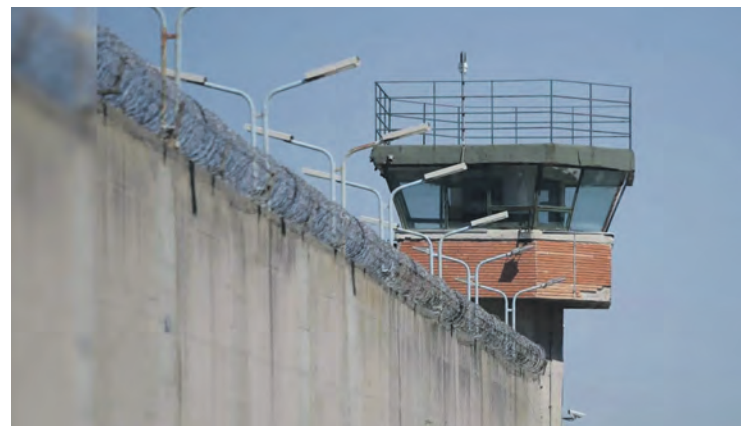
Adopté à l'unanimité par le Sénat le 4 février, le texte prévoit des mesures répressives, censées éradiquer le trafic de drogue qui empoisonne la vie dans bien des quartiers populaires. Mais les postures de super-shérif que se disputent Retailleau et Darmanin, si elles leur permettent de gagner des points dans l'opinion, ne feront pas reculer la violence liée aux guerres de territoires, ni les ravages provoqués par la drogue.

Parmi ces mesures, la création d'un régime carcéral exceptionnel est la marotte de Darmanin dans son nouveau costume de ministre de la Justice. Il a d'abord parlé de créer des prisons de haute sécurité pour les 100 plus gros narcotrafiquants, puis, d'ici à

2027, d'en ouvrir pour plusieurs centaines de détenus. Ce régime d'exception vise à isoler totalement les détenus en les enfermant seuls et en interdisant toute promenade ou activité collective, à rationner les possibilités de contacts avec l'extérieur, à rétablir les fouilles à nu. Le ministre de la Justice, interrogé par un radio le 13 mars, affirmait ainsi : « Ce que je crée est quelque chose de révolutionnaire, et de très dur, j'en conviens ». Comme le souligne l'Observatoire international des prisons, en fait de « révolution », il s'agit plutôt d'un retour en arrière, au régime des quartiers de haute sécurité (QHS). Ces derniers avaient précisément été supprimés en 1982, après qu'une

commission indépendante avait conclu que l'absence de contact humain, d'activité et d'accompagnement des détenus aggravait, plutôt qu'elle ne tempérait, « la dangerosité de ceux qui y sont affectés ».

À l'Intérieur, Retailleau appuie quant à lui les mesures qui renforcent les prérogatives de la police. Celle-ci réclame par exemple d'avoir accès aux contenus des messageries cryptées comme Whatsapp ou Signal, promettant la main sur le cœur qu'elle n'utiliserait cette possibilité que pour surveiller les échanges de personnes liées au narcotrafic. En réalité, cela deviendrait un outil de surveillance de plus entre les mains de l'État. Autre nouveauté, les préfets pourraient prononcer contre des personnes des « interdictions de paraître » sur les points de deal ce qui, dans les faits, paraît



CATEYERPECTIVO CANVA

quasiment inapplicable.

La loi permettrait d'ordonner la fermeture administrative de commerces soupçonnés de blanchir l'argent de la drogue. Mais si le kebab ou l'épicerie du coin de la rue fermeront peut-être leurs portes, l'étage supérieur du blanchiment, qui concerne de grandes banques ou le financement de grands chantiers de construction à Dubaï par exemple, ne sera pas touché.

Au pied des immeubles, dans les quartiers populaires et les cités de Marseille et de bien d'autres villes, la progression du commerce

de cocaïne et autres drogues se traduit par des morts de plus en plus jeunes, des collègiens transformés en guetteurs et des cages d'escalier ou des rues entières sous la coupe des trafiquants. Mais couper les « petites mains » du trafic ne le fera pas disparaître, le capitalisme en crise fournissant une main-d'œuvre inépuisable aux dirigeants de ce commerce. Ceux-là, dont le chiffre d'affaires mondial est estimé à plus de 250 milliards de dollars, ne seront pas touchés par les gesticulations des ministres, ni même par les lois répressives.

Nadia Cantale

Retailleau : un plan de carrière sordide

Entre lundi 17 et mardi 18 mars, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, aura réussi à saturer l'espace public avec sa malpropre campagne d'autopromotion.



Retailleau a agité de nouvelles menaces contre l'Algérie, promettant le recours au « rapport de force » si cet État refusait de reprendre une soixantaine de ses ressortissants sous obligation de quitter le territoire (OQTF). Alors que les députés commençaient à examiner son projet de loi contre le narcotrafic, les sénateurs amis de Retailleau en déposaient un autre en son nom, visant à « réduire l'immigration illégale » par l'extension des internements

arbitraires suivant des dispositions prises contre le terrorisme.

Cette campagne assimile terrorisme, délinquance, immigration, trafic de drogue et insécurité avec une insistance particulière contre les musulmans et une aversion coloniale pour l'Algérie. Elle est complaisamment reprise, voire amplifiée, par les médias de droite comme *Le Figaro* et ceux du groupe Bolloré, qui n'ont manifestement toujours pas digéré l'indépendance de l'Algérie.

Il s'agit bien sûr d'un épisode de la concurrence qui se livre pour représenter la droite à la prochaine présidentielle et, au-delà, de la concurrence entre la droite et l'extrême droite sur le seul terrain des préjugés réactionnaires. Les Retailleau, Darmanin, Wauquiez, Le Pen, Bardella n'ont rien d'autre à proposer aux électeurs des classes populaires que des discours attribuant tous les malheurs du monde

à la présence de migrants et de leur descendance sur le sol national. Ce discours, aujourd'hui rarement contredit dans les médias, timidement critiqué par la gauche quand elle est dans l'opposition mais qu'elle utilise lorsqu'elle est aux affaires, contribue à tromper les travailleurs et à les diviser. Il est de plus assorti de mesures qui, empilées les unes sur les autres, rendent la vie impossible à toute une partie de la classe ouvrière, soumise à l'arbitraire, obligée de se cacher de la police, interdite de services sociaux, vivant dans une insécurité croissante.

Retailleau, de son poste de ministre, pourra toujours se targuer d'avoir personnellement attaqué les immigrés et les musulmans. Mais il ne pourra pas se vanter d'avoir fait reculer l'insécurité, le narcotrafic ou la délinquance, car ces problèmes dépassent, et de très loin, les possibilités d'un ministre, aussi réactionnaire et fier à bras qu'il soit. Il ne pourra même pas prétendre avoir dissuadé les migrants de venir tenter leur chance en France. Lorsqu'on est

prêt à affronter les gangsters, les passeurs, les tempêtes et la faim, ce n'est pas un Retailleau qui peut faire peur.

Les discours sécuritaires ne peuvent que contribuer à renforcer l'extrême droite, qui promet de « faire mieux », c'est-à-dire pire,

pour peu qu'on veuille l'essayer. Alors, Retailleau, faute d'avoir réussi à battre Le Pen sur son terrain, pourra toujours lui proposer d'être son ministre de l'Intérieur... ou de la propagande xénophobe, façon Goebbels.

Paul Galois

Fêtes de Lutte ouvrière

Creil

Samedi 22 mars, à partir de 16 heures

Salle Georges-Brassens à Villers-Saint-Paul

à 18 h 30 : débat avec Nathalie Arthaud

Maisons-Alfort

Samedi 22 mars à partir de 18 heures

Salle du Moulin-Brûlé, 47, avenue Foch

Limoges

Samedi 5 avril de 15 heures à minuit

Salle des fêtes de l'Espace Édouard-Détaille, quartier de la Bastide

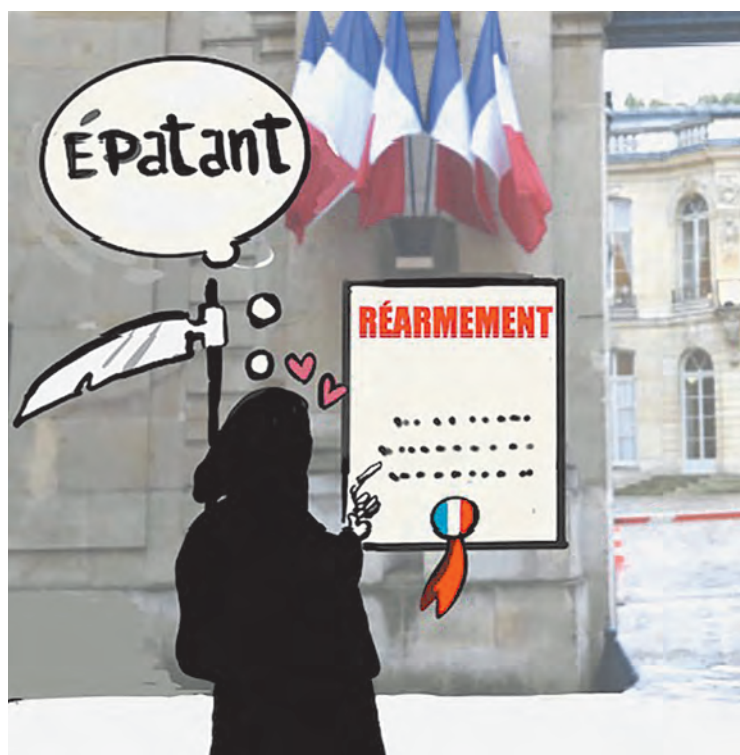
Angers

Samedi 26 avril à partir de 15 heures

Salle Aragon 1 rue Joseph-Bara à Trélazé

à 17 h 30 : débat avec Nathalie Arthaud

Macron et sa guerre: **une opposition de façade**



Mercredi 12 mars, à la suite de la main tendue par Trump à Poutine, l'Assemblée nationale a adopté une résolution appelant au renforcement du soutien à l'Ukraine.

Les députés macronistes et leurs alliés de droite, mais aussi les députés socialistes et les Verts, ont voté la résolution. Ils ont ainsi apporté leur soutien à Macron et à son discours va-t-en-guerre à l'égard de la Russie.

Le RN et le parti d'Éric Ciotti se sont abstenus, tandis que LFI et le PC votaient contre. Ces partis ont ainsi voulu marquer leur refus de s'aligner derrière Macron et le gouvernement. Mais en fait, les uns et les autres l'ont fait au nom de leur propre conception de l'intérêt national.

Ainsi, le RN s'est opposé au vœu, exprimé

dans le texte soumis au vote, d'une adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, au nom d'une prétendue « *défense des agriculteurs français* ». C'était omettre de rappeler, d'une part, que les petits agriculteurs français sont avant tout victimes de la dictature des grands groupes de l'agroalimentaire, dont certains sont bien français et, d'autre part, que l'agriculture ukrainienne est déjà contrôlée par des multinationales de l'agrobusiness, notamment françaises.

LFI, de son côté, a elle aussi refusé l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, en

avançant le fait que le salaire minimum y est inférieur à 200 euros. Cela revient à désigner les travailleurs d'Ukraine comme les responsables de la pression qui s'exerce sur les salaires, et non le patronat et la guerre qu'il mène pour augmenter ses bénéfices. C'est contribuer à alimenter le nationalisme au nom duquel les travailleurs seront sommés de donner leur peau en cas de guerre.

S'ils s'opposent à Macron, ces partis se déclarent, comme tous les autres, partisans d'une augmentation du budget militaire, mais ils affirment vouloir que celle-ci profite d'abord aux capitalistes français de l'armement.

Jean Sanday

SNU: engagez-vous, rengagez-vous!

Dans l'entretien accordé le 14 mars à la presse régionale, Emmanuel Macron a annoncé « *une grande refonte du Service national universel* » ainsi qu'une augmentation de la réserve opérationnelle des armées.

La généralisation du Service national universel, initialement prévue pour 2026, avait été abandonnée pour des raisons budgétaires, la Cour des comptes en estimant le coût à 10 milliards d'euros. Mais depuis, la frénésie guerrière a pris un tout autre rythme, Donald Trump ayant affirmé que l'Europe devrait se défendre elle-même sans compter sur les USA. Dans tous les pays européens les budgets de l'armée crèvent des

plafonds. Partout on parle de rétablissement voire d'instauration du service militaire et d'augmentation du nombre des réservistes. Pour les gouvernants, il faut dès maintenant impliquer la population dans une guerre qui n'est pas la sienne, mais qu'on s'ingénie à lui présenter comme inévitable.

Dans son entretien à la presse régionale, Macron annonce des décisions dans les prochaines semaines, prétextant une inquiétude

qu'il a lui-même propagée. « *Je pense que nos compatriotes sont lucides sur la menace, son caractère multiforme et la nécessité de faire appel à leurs compétences et à leur engagement* ». Il écarte pour l'instant le rétablissement du service militaire, auquel les chefs de l'armée eux-mêmes s'opposent. Mais une nouvelle version du Service national universel sous la forme d'une véritable préparation militaire, pourquoi pas?

Et puis, surtout, il y a l'augmentation de la réserve opérationnelle. Celle-ci est composée d'hommes et de femmes ayant vocation à renforcer l'armée en France

ou à l'étranger. Selon leur contrat, ils peuvent être sous les drapeaux de 5 à 120 jours par an, mais le ministre des Armées ou de l'Intérieur peut porter cette durée à 210 jours. En clair, c'est autant de soldats qui viennent grossir les rangs de l'armée. Les effectifs de cette réserve sont de 40 000 hommes et le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, voudrait les porter à 100 000.

Pour préparer la guerre, il ne suffit pas de fabriquer du matériel militaire. Il faut aussi embriquer des hommes et des femmes. Macron s'y emploie aujourd'hui.

Daniel Mescla



Mélenchon: pour l'armement tricolore

Jouant sur la corde sensible du rejet de la guerre par la population, Mélenchon a évoqué dans différents médias, sa « *haine lucide de la guerre* » et les dégâts monstrueux qu'une guerre occasionnerait pour l'humanité.

Il ne suffit pas de tenir des discours pacifistes pour vraiment combattre les guerres qui se préparent. Si le dirigeant de LFI dénonce la guerre, il recommande la voie diplomatique et le recours aux troupes de l'ONU pour instaurer la paix en Ukraine et ailleurs. Comme si, une seule fois dans l'histoire,

la diplomatie entre États bourgeois ou l'ONU – ce repaire de brigands comme disait Lénine à propos de la SDN (l'ancêtre de l'ONU) – avait servi les intérêts de la paix! Ni en Yougoslavie, au Rwanda, au Liban, en Centrafrique, l'ONU n'a protégé les populations. Quant au conflit en Palestine, l'ONU a adopté plusieurs

centaines de résolutions, sans que cela empêche le massacre continu des Palestiniens. Faire croire qu'on peut se fier aux instances internationales et aux grandes puissances pour se protéger de la guerre, c'est contribuer à endormir les populations... pour pouvoir mieux les mener à l'abattoir.

Non seulement ce genre de pacifiste ne dénonce pas les fauteurs de guerre capitalistes dans son propre pays, mais il participe à l'embrigadement en

défendant le réarmement français. Au nom du souverainisme, Mélenchon comme les autres va-t-en-guerre veut que la France, c'est-à-dire les capitalistes et les actionnaires, produise des armes françaises... pour leur plus grand profit.

Ce souverainisme est le premier mensonge sur le chemin qui mène les soldats sur les champs de bataille. Ensuite vient l'idée que, pour défendre la patrie, le territoire, sa famille, sa propre maison, il faut s'en remettre aux

gouvernements. Mais ce sont les mêmes gouvernements qui aujourd'hui mènent la guerre aux ouvriers et défendent les riches capitalistes. Mélenchon et consorts, comme leurs prédécesseurs de la Première Guerre mondiale ou de la Seconde, peuvent se proclamer pacifistes aujourd'hui, mais ils se rangeront le moment venu derrière l'armée nationale, le gouvernement et les buts de guerre de la bourgeoisie.

Marion Ajar

Jeunes migrants : expulsion musclée

Mardi 18 mars, dès six heures du matin, les CRS ont investi le théâtre de la Gaîté lyrique de Paris qui, avec l'aide d'un Collectif de jeunes, servait de refuge depuis trois mois à plusieurs centaines de jeunes migrants.

Le théâtre dépendant de la Ville de Paris, la maire Anne Hidalgo avait fini par porter l'affaire devant la justice pour, disait-elle, « forcer l'État à prendre ses responsabilités », ce qu'il a fait, au nom du risque sanitaire et à la manière habituelle des forces de police.

Après avoir distribué coups de matraque et gaz lacrymogène aux manifestants qui tentaient de faire

obstacle à leur intrusion dans le théâtre, les policiers n'ont finalement trouvé que peu de monde à l'intérieur des locaux. Beaucoup de jeunes étaient partis dans la nuit, d'autres attendaient un éventuel hébergement mais peu sont montés dans les bus qui devaient les emmener en province. Bilan de l'opération : 46 personnes, manifestants et migrants, ont été interpellées, dont

un pour « outrage et rébellion » selon le préfet de police Laurent Nunez.

Des dizaines d'associations dénoncent le mépris des autorités (départements, État, juges) pour les quelques protections officielles dont les mineurs isolés devraient bénéficier. La lenteur habituelle des procédures, interrompues de plus par les expulsions vers d'autres

ville, la mauvaise volonté de l'administration, tous les obstacles se cumulent pour que, selon une enquête de mars 2024, plus de 3 400 mineurs isolés aient été comptabilisés comme sans domicile fixe.

Cela juge la politique de l'État et celle de bien des politiciens étalant sans complexe sur des médias complaisants leur bonne conscience raciste.

Mais cela révèle aussi la prise de conscience de certains de ces jeunes : l'un d'eux expliquait en janvier à une journaliste du *Monde* que l'action collective lui avait révélé qu'il avait des droits, entre autres, « d'aller à l'école », même pour un jeune en procédure de recours et il concluait : « On se bat pour nous-mêmes et pour ceux qui viendront après. »

Sylvie Maréchal



FRANÇOIS BRETON RADIO FRANCE

Intervention de la police le 18 mars au théâtre de la Gaîté lyrique à Paris.

22 mars : contre le racisme, pour la régularisation des sans-papiers

Le 22 mars, journée mondiale contre le racisme, les organisations antiracistes, syndicats et collectifs de sans-papiers appellent à manifester partout en France.

Le racisme, la xénophobie, le chauvinisme national s'affichent de plus en plus sans retenue en France, comme dans la plupart des pays occidentaux. Alors que les attaques contre le monde du travail sont permanentes, nombre de responsables

politiques cherchent ainsi à faire diversion et ne parlent que du prétendu problème de l'immigration. Les immigrés sont présentés comme une menace et assimilés à des profiteurs et des délinquants.

À la tête de cette offensive

se trouve le ministre de l'Intérieur Retailleau. Il multiplie les mesures contre les migrants et les travailleurs étrangers, et rend la vie impossible aux travailleurs sans papiers en durcissant les conditions de régularisation. En même temps, de fréquentes opérations policières ont lieu autour des gares pour arrêter des travailleurs sans papiers

qui vont au travail ou en reviennent, et elles se traduisent par la délivrance d'OQTF (Obligation de quitter le territoire français).

La situation devient dramatique pour des centaines de milliers de travailleurs qui doivent vivre dans la clandestinité. Dans tous les départements, des travailleurs régularisés n'arrivent pas à obtenir de

renouvellement deviennent des sans-papiers. Sur le département de Seine-Saint-Denis, le nombre de demandes d'admission au séjour en souffrance est passé à 18 000 depuis deux ans.

Lutte ouvrière appelle à manifester. À Paris, le cortège partira samedi 22 mars à 14 heures de la place de la République.

Guerre d'Algérie : les enfumades de la République

Un documentaire intitulé « Algérie, sections armées spéciales », annoncé sur France 5 le dimanche 16 mars à 23 heures, a été déprogrammé et, bien que France Télévisions se défende de toute volonté de censure, le contexte politique actuel n'y est peut-être pas pour rien.

Ce documentaire doit beaucoup à la ténacité d'un historien, Christophe Lafaye, et d'une réalisatrice, Claire Billet, qui enquêtent depuis des années sur l'utilisation des armes chimiques par l'armée française pendant la guerre d'Algérie.

Basé sur les témoignages de survivants algériens et de soldats français, il est implacable. Confronté au régime des « archives incommunicables à perpétuité », le faux nez du secret-défense, l'historien s'est heurté à de nombreuses obstructions. Malgré cela, il apporte les preuves incontestables que le gouvernement du socialiste Guy Mollet avait, au printemps 1956, autorisé l'utilisation

d'armes chimiques contre les combattants de l'Algérie indépendante. Des unités militaires spéciales avaient été créées dans ce but avec des appelés du contingent. Une fois les premières opérations approuvées par l'état-major, l'utilisation d'armes chimiques s'était généralisée, en particulier à partir de 1959 quand l'armée française intensifia les bombardements et les déplacements de populations.

Ces armes chimiques, grenades ou barils, étaient destinées à piéger et intoxiquer les combattants du FLN réfugiés ou cachés dans des grottes. Des villageois, notamment des enfants, avaient aussi été pris au piège. Les entrées de ces

refuges étaient souvent détruites à l'explosif, condamnant leurs occupants à respirer une atmosphère empoisonnée.

L'armée française appliquait les mêmes sales méthodes qui avaient prévalu au moment de la conquête, lors des enfumades. L'historien a répertorié 440 sites où furent utilisées des armes chimiques, mais il estime qu'ils furent au total entre 8 000 et 10 000, pour un nombre de victimes qui reste inconnu.

La République française était signataire depuis 1925, et même la première signataire, dit-on, de la convention de Genève interdisant l'utilisation des armes chimiques. Cela n'empêcha pas la IV^e puis la V^e République d'utiliser toutes les armes disponibles, jusqu'au napalm et à la torture systématique, pour étouffer la révolte du peuple algérien.

« Algérie, sections armées

spéciales » est une dénonciation des méthodes de la République française et de son armée. Si l'on se fie aux engagements de France Télé-

visions, il devrait finalement être diffusé avant le mois de juin. Il est d'ores et déjà visible en replay sur France 5.

Boris Savin

Lisez Lutte de classe

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 246 (mars 2025)

- Les États-Unis de Trump en guerre contre les travailleurs
- Ukraine : les fauves prêts à se partager leur proie
- Corée du Sud : l'offensive de la droite et de l'extrême droite
- Les voies de la Chine sont impénétrables (1)
- Friedrich Engels et La Guerre des paysans en Allemagne



Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

Conclave sur les retraites : palabres et faux-semblants

Jour après jour, le conclave sur la réforme des retraites, concédé par Bayrou au PS comme prétexte pour ne pas le censurer, se vide de son contenu. Pour autant, il est vrai, qu'il en ait eu un jour.

C'est Bayrou lui-même qui lui a encore porté un coup en répondant catégoriquement « non » à la question de savoir s'il est envisageable de ramener à 62 ans l'âge de départ. Gaffe ou non, cette déclaration revenant à confirmer que le conclave n'est qu'un faux-semblant a déchaîné les réactions du côté de la gauche et des dirigeants syndicaux. La CGT

y a vu une « trahison de ses engagements », la CFDT s'est interrogée et a jugé « incompréhensible » la réponse du premier ministre. L'Unsa s'est étonnée du fait que Bayrou « prend fait et cause pour les employeurs au détriment des travailleurs et hypothèque l'avenir de la concertation ». Du côté des partis de gauche, le PS a dénoncé un « mensonge »,

une « trahison ». Mais on a du mal à croire qu'il ait à quelque moment attendu quoi que ce soit de cette mascarade.

Les dirigeants de la gauche et des syndicats font mine de s'étonner que ce conclave se révèle pour ce qu'il est : du mauvais théâtre. Ceux de FO l'ont pourtant quitté dès le premier jour, et le 18 mars, l'organisation patronale U2P l'a quitté à son tour, en en profitant pour appeler à « des mesures drastiques pour rétablir l'équilibre des comptes



sociaux ». En fait, les organisations patronales ont brillé par leur absence lors d'une grande partie des réunions.

La CGT et d'autres organisations de salariés vont-elles à leur tour quitter ce conclave dont Bayrou lui-même a avoué qu'il n'a

aucun sens ? Même dans ce cas, il leur resterait à expliquer aux travailleurs, qu'elles prétendent représenter, pourquoi elles tiennent tant à leur faire prendre des vessies pour des lanternes.

Inès Rabah

Le Medef veut allonger les carrières longues

Lors de la troisième réunion du conclave sur les retraites, le Medef a proposé de remettre en cause le dispositif « carrières longues ».

Ce dispositif permet à des travailleurs ayant déjà cotisé tous les trimestres nécessaires de partir en retraite avant l'âge minimum légal.

Aujourd'hui, un départ à la retraite sur cinq s'effectue dans ce cadre, même si beaucoup de travailleurs qui pourraient y avoir droit en sont exclus. En effet, seul un maximum de deux trimestres d'invalidité est comptabilisé... alors que toutes les périodes de chômage sont écartées du calcul.

Un nombre important de travailleurs peuvent bénéficier de ce dispositif car l'âge minimum de départ n'a pas cessé de reculer, conformément aux exigences du Medef.

Cette possibilité avait d'ailleurs constitué un des principaux arguments utilisés pour faire passer la pilule de la retraite à 64 ans, ce qui n'empêche pas le patronat de s'insurger aujourd'hui contre cette disposition.

Concrètement, le Medef voudrait qu'il ne soit plus tenu compte de certaines périodes de travail pour la reconnaissance d'une carrière longue, par exemple, les jobs d'été ou d'étudiants, considérant que ce ne serait pas vraiment du travail. Pourtant quand il s'agit de faire travailler ces jeunes, en les payant au lance-pierre, les patrons n'ont pas le même discours !

Sacha Kami

“Lutte contre la fraude” : une présentation frauduleuse

La ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a annoncé, jeudi 13 mars, que des fraudes pour vingt milliards d'euros auraient été détectées en 2024 et 13 milliards récupérés.

Le gouvernement promet de doubler ces sommes en croisant davantage les données figurant dans différents fichiers administratifs et grâce à une proposition de loi qui vient d'arriver au Sénat. Intitulé pompeusement « loi contre toutes les fraudes aux aides publiques », ce texte s'attaque essentiellement au détournement des aides à la rénovation énergétique (MaPrimeRénov'), au truquage des certificats d'économies d'énergie et au soutien frauduleux à l'apprentissage, pour un montant total estimé par l'ancien ministre Cazenave entre 700 millions et 1,6 milliard d'euros.

Bien malin qui peut dire quelle sera l'efficacité de ce texte au périmètre assez restreint. En fait, la ministre a saisi une nouvelle occasion de se livrer à une démagogie antipauvres, présentant la « fraude sociale » comme celle qu'il faudrait prioritairement combattre.

Pourtant, des rapports aussi officiels que ceux du Haut conseil au financement de la protection sociale indiquent que, contrairement à ce que martèlent médias et politiciens réactionnaires, les assurés seraient à l'origine de moins d'un tiers des fraudes à la Sécurité sociale : la plus grande

part proviendrait des entreprises et des professionnels.

De plus, à l'échelle de l'ensemble des administrations, c'est la fraude fiscale qui prédomine, avec 16,7 milliards sur les 20 milliards détectés. Au-delà de la fraude au sens strict, le syndicat Solidaires Finances publiques estimait en 2021 le coût de l'évasion fiscale à 80 milliards d'euros par an. Enfin, il y a quelques années, un laboratoire de recherche lillois avait établi que les aides publiques aux entreprises étaient passées d'environ 30 milliards par an dans les années 1990 à 157 milliards en 2019. Le milliard et demi d'euros que représenteraient les RSA indûment perçus ou les 740 millions d'euros d'APL font pâle figure !

S. K.

Logement social : ex-ministre mais toujours nuisible

Ministre du Logement sous le gouvernement Attal, Guillaume Kasbarian, avait proposé en mai 2024 de s'en prendre aux locataires de HLM disposant de revenus trop élevés.

Suite à la dissolution de juin 2024 le projet était tombé aux oubliettes, mais Kasbarian le représente maintenant en tant que député. Actuellement les locataires dont les revenus

dépassent de 20 % un certain montant payent un surloyer. Kasbarian propose que ce surloyer soit payé dès le premier euro de dépassement. Il propose aussi d'expulser le

locataire « trop riche » si ses revenus dépassent d'au moins 120 % pendant deux ans le seuil légal, alors qu'aujourd'hui il faut le dépasser de plus de 150 %.

Kasbarian prétend bien sûr lutter contre des « abus ». Hypocritement, il présente cette mesure comme une aide en faveur des ménages modestes en

attente de logements HLM qui seraient indûment occupés par des locataires trop riches et fraudeurs ! Présenter cela comme une solution aux problèmes des 2,7 millions de personnes sur les listes d'attente des offices de HLM, il faut oser ! Il suffirait donc de mettre dehors encore plus de locataires « trop riches » pour

les remplacer par d'autres, plus pauvres ! Quant à proposer de construire les centaines de milliers de logements qui manquent plutôt que d'expulser certains locataires au profit d'autres, il n'en est même pas question. Ex-ministre et député macroniste, on ne se refait pas !

Cédric Duval

Éducation : des milliers de suppressions de classes

Enseignants et parents d'élèves manifestent dans différentes régions contre les 470 suppressions de postes programmées dans les écoles, qui pourraient entraîner la fermeture de près de 5 000 classes à la rentrée de septembre 2025.

En janvier, pour justifier son refus de censurer le gouvernement Bayrou, le Parti socialiste avait notamment invoqué l'abandon des 4 000 suppressions de postes prévues par Barnier. On voit aujourd'hui ce que valaient ces promesses. La sénatrice PS de Seine-Saint-Denis a interpellé Elisabeth Borne, devenue ministre de l'Éducation, sur la fermeture prévue de 273 classes en septembre dans son département, contre seulement 180 ouvertures, soit au total près de 100 classes en moins. À Paris, 180 classes doivent fermer,

en conséquence de la suppression de 110 postes d'enseignants. De nombreuses écoles de communes en milieu rural sont touchées.

En réaction, 200 personnes sur les 600 habitants que compte Saint-Pierre d'Eyraud, en Dordogne, se sont rassemblées le 9 mars devant l'école, dans un département où sont annoncées douze fermetures de classes. À Saizerais, commune de 1 500 habitants en Meurthe-et-Moselle, le maire a protesté en constatant : « Nous avons procédé à un regroupement scolaire qui a coûté 100 000 euros l'an



À Nîmes, le 11 mars.

dernier [...] et, du jour au lendemain, on nous annonce la fermeture d'une classe. »

La ministre de l'Éducation justifie les fermetures par une diminution de 80 800 élèves dans les écoles primaires. Elle prétend que ces fermetures entraîneraient... une amélioration du taux d'encadrement, qui

passerait, selon les calculs ministérielles, de 6,05 enseignants pour 100 élèves à 6,1. On se demande bien pourquoi le nombre d'enseignants qui se mobilisent est plus important que l'an dernier, avec souvent à leurs côtés des parents et des élus locaux. « Dans la même classe, j'ai des élèves en très

grande difficulté, d'autres excellents, d'autres en situation de handicap ou avec des dispositifs particuliers... On se sent dépassé », a dit à la presse une enseignante, qui redoute aussi des phénomènes de violence dans des classes surchargées.

La baisse démographique, si baisse il y a, pourrait donner l'opportunité d'améliorer les conditions d'éducation et de fournir aux enfants des milieux populaires les ressources qu'ils ne peuvent pas trouver à la maison. Mais la priorité des gouvernants est de faire des économies pour pouvoir consacrer les ressources à choyer les capitalistes, en particulier ceux de l'industrie d'armement.

Jean Sanday

Amiante dans les écoles : ni prévoyance ni moyens

Dans une conférence de presse tenue le 13 mars, une intersyndicale de l'éducation nationale a demandé que des mesures soient prises concernant la présence d'amiante dans les écoles.



Préfabriqué amiante dans une école du Cotentin.

En effet, à ce jour, plus de 82 % des bâtiments scolaires construits avant l'interdiction de l'amiante en 1997 sont potentiellement concernés. Pour le Snes-FSU « il n'y a pas vraiment de politique de prévention de l'Éducation nationale sur cette question. » Le ministre lui-même reconnaît que pour les 32 000 écoles, collèges et lycées (sur 58 000) qui ont répondu à une enquête à propos de la présence d'amiante dans le bâti scolaire, plus de la moitié ne possédaient aucune information sur ce point, comme par exemple le document technique amiante (DTA), pourtant obligatoire pour tous les bâtiments dont le permis de construire a été déposé avant le 1^{er} juillet

1997. Pire, lorsque des membres du personnel font usage de leur droit d'alerte et se mobilisent pour faire respecter la loi quand il y a danger, il est fréquent que l'administration en nie la réalité et refuse de reconnaître la légitimité du droit de retrait ! De même, lorsque des enseignants ou des employés sont atteints de pathologies du fait de leur exposition à l'amiante sur leur lieu de travail, la reconnaissance de leur maladie professionnelle est un véritable parcours du combattant.

Les syndicats enseignants demandent aussi l'intervention de l'État pour réaliser les travaux de désamiantage nécessaires. « Dans les petites communes

rurales, les coûts de désamiantage étant très élevés, les maires n'ayant pas les moyens préfèrent fermer leurs écoles. » explique un représentant de la CFDT. Dans un lycée de la Rochesur-Yon la collectivité territoriale a carrément refusé des actions correctives, affirme Sud Éducation. Et on pourrait ainsi multiplier les exemples.

Le ministère affirme que « des actions correctives vont être mises en œuvre sur plusieurs années. » Mais SUD donne l'exemple de deux collèges de la Sarthe où des actions correctives avaient été préconisées en 2017 et où, huit ans après, rien n'a été fait. On peut légitimement douter de la volonté réelle de l'État alors que ce sont les associations de victimes de l'amiante, telle l'Avalé 13 dans l'agglomération marseillaise, qui les premières avaient alerté les pouvoirs publics et les usagers sur les dangers de la présence d'amiante dans les écoles ; les syndicats enseignants nationaux avaient alors suivi. Alors, seule l'action conjointe des enseignants et des parents d'élèves pourra contraindre l'État à consacrer à cette question de santé publique les moyens financiers nécessaires.

Correspondant LO

Bétharram : une inspection pas du tout surprise

« Une inspection annoncée des semaines avant, c'est n'importe quoi. C'est un simulacre, du théâtre, c'est ridicule », a dénoncé Alain Esquerre, le lanceur d'alerte qui avait révélé les violences physiques et sexuelles dont étaient victimes les élèves de l'établissement scolaire catholique Notre-Dame de Bétharram.

Il a fallu près de trente ans pour que la maltraitance subie par les élèves soit rendue publique. Pourtant, en 1996, le père d'un adolescent avait porté plainte contre un surveillant qui avait crevé le tympan de son fils en lui donnant une gifle. À cette époque déjà, une enquête administrative diligentée par le ministre de l'Éducation, un certain François Bayrou, avait fait long feu. « Cette inspection était bidon, artificielle », avait protesté le père de l'élève, les membres du personnel ayant été avertis

de la venue d'un inspecteur.

L'enquête menée ce mois-ci « doit porter sur le fonctionnement actuel de l'établissement », a déclaré la rectrice de l'académie de Bordeaux. Et si la date de l'inspection a été annoncée des semaines avant sa tenue, c'était uniquement « pour permettre au personnel de se mettre à la disposition des inspecteurs. » Ben voyons, seuls les méchants détracteurs athées de cet établissement peuvent penser que ce répit a pu laisser largement le temps aux brutes qui s'en sont pris aux enfants de faire disparaître des documents compromettants !

Tout devrait être parfait à présent puisque l'établissement n'aurait plus rien à voir avec les violences passées exercées sur les élèves. N'a-t-il pas d'ailleurs été rebaptisé Le Beau Rameau ?

Marianne Lamiral



L'établissement catholique Notre-Dame de Bétharram.

Gaza : Netanyahu relance la guerre

« Les bombardements avec des avions et des chars étaient partout. Ils ont rallumé le feu de l'enfer sur Gaza », a raconté le 18 mars un Palestinien de 25 ans, vivant sous la tente dans la ville de Gaza. L'opération Plan enfer du gouvernement israélien venait de démarrer la nuit précédente.

Avec un bilan, le 18 mars, de plus de 400 morts, cette reprise de l'écrasement des Palestiniens de Gaza par l'armée israélienne fait suite à la suspension, début mars,

de la livraison de toute aide humanitaire dans le territoire. Puis Netanyahu a fait couper la dernière ligne électrique alimentant Gaza, avant de reprendre des bombardements massifs sur l'ensemble du territoire, pilonnant une population vivant déjà au milieu des ruines.

La reprise de l'offensive, s'est faite avec l'aval de Trump et de son entourage. La livraison des 1 800 bombes lourdes, promise par Washington, avait d'ailleurs été effectuée le 16 février. L'homme « de paix » Trump montre bien son vrai visage ! Le lancement du « plan enfer » prend prétexte de l'attitude du Hamas, qui aurait refusé de libérer les 58 otages restant à Gaza et rejeté les propositions Witkoff, du nom de l'émissaire américain qui

feignait de chercher une alternative à la mise en œuvre de la deuxième phase de la trêve. En fait de proposition, Netanyahu et l'état-major se préparaient à une nouvelle escalade, dans laquelle le sort des otages ne compte pas davantage que celui de la population palestinienne. Leurs communiqués de victoire s'appuyant sur l'élimination de plusieurs responsables du Hamas à Gaza n'offrent aucune satisfaction aux familles d'otages qui reprochent au gouvernement, et à Netanyahu personnellement, de poursuivre la guerre au mépris de la vie de leurs proches. Les manifestations ne faiblissent pas, et le Premier ministre y est toujours autant conspué.

Netanyahu se trouve depuis cinq ans en plein cœur d'un procès pour corruption,

fraudes et abus de confiance dans une série d'affaires. La guerre lui a permis de repousser les échéances judiciaires. Ainsi, la reprise des opérations militaires à Gaza a entraîné le report de sa comparution. Le retour au sein de la coalition gouvernementale du parti d'extrême droite Force juive, d'Itamar Ben Gvir, démissionnaire à l'annonce du cessez-le-feu à Gaza et applaudissant à la reprise de la guerre, conforte le chef du Likoud dans sa position de soutien actif aux milices de colons de Cisjordanie. Fort du soutien des puissances impérialistes, Netanyahu peut ainsi poursuivre sa politique de guerre sans limite et sans fin, à Gaza, en Cisjordanie, au Sud-Liban et en Syrie.

Viviane Lafont

Armement : euphorie boursière

Depuis les discours va-t-en-guerre et les promesses de faire pleuvoir une manne d'argent public sur les industries d'armement de l'Union européenne, une forme de jubilation s'empare des dirigeants du secteur.

Cette liesse commence évidemment en France avec la hausse des actions de Thales et les perspectives grandioses de Dassault. Elle continue en Italie avec Leonardo. Elle est aussi illustrée par le PDG du groupe Rheinmetall, Armin Papperger, dont la joie à peine contenue est relayée dans les colonnes des Échos : « Une ère de réarmement a commencé en Europe. [...] Elle nous apporte des perspectives de croissance, comme nous n'en avons encore jamais connu. »

L'horizon est en effet dégagé pour le fabricant allemand d'obus, de véhicules blindés et du char d'assaut Panther. Il ambitionne désormais de développer la production de systèmes électroniques en concurrence avec le groupe français Thales. Son carnet de commandes monte en flèche + 44 % en un an – et le groupe, déjà très présent en Europe centrale, annonce la construction d'usines en Roumanie, en Hongrie, en Lituanie, en Pologne, au Danemark et en Estonie. Aux États-Unis, Rheinmetall a racheté un fabricant américain de chenilles et de blindage et espère profiter des commandes de l'armée américaine. En

Allemagne même, Rheinmetall veut convertir deux usines de sa branche automobile à la production d'armement et ouvrir une usine de munitions.

Cette activité fiévreuse s'accompagne d'une envolée à la Bourse de Francfort où le cours de l'action Rheinmetall a doublé depuis janvier et ne cesse de grimper. Les commentateurs évoquent un nouvel Nvidia, une envolée boursière extravagante, mais cette fois dans le secteur de l'armement. Ainsi, la presse économique annonce

une possible entrée à la Bourse du groupe KNDS, né en 2015 de l'entente entre les industriels allemands Krauss-Maffei Wegmann et le groupe français Nexter, concurrents en Europe de Rheinmetall avec le char « français » Leclerc et le char « allemand » Leopard. Ce groupe dont le siège social est aux Pays-Bas, produit aussi le canon Caesar.

On croit se préparer à la guerre pour défendre la patrie, et on enrichit déjà les marchands de canons et les spéculateurs qui, bien plus que des prétendus intérêts nationaux, se soucient de faire prospérer leurs affaires.

Boris Savin

Abdulkhem Abu Riash



Beit Lahia à Gaza, le 17 mars.

Yémen : sous les bombes de Trump

Le 15 mars, les États-Unis ont bombardé Sanaa, la capitale du Yémen, faisant au moins 53 morts et une centaine de blessés. Les bombardements ont repris les 17 et 18 mars, visant cette fois la région d'Hodeïda, dans l'ouest du pays.

Trump a justifié l'utilisation d'une « force létale écrasante » par la nécessité de contraindre les Houthis à renoncer à leurs attaques en mer Rouge. « Si vous ne le faites pas, l'enfer s'abattra sur vous comme vous ne l'avez jamais vu auparavant », avait-il menacé.

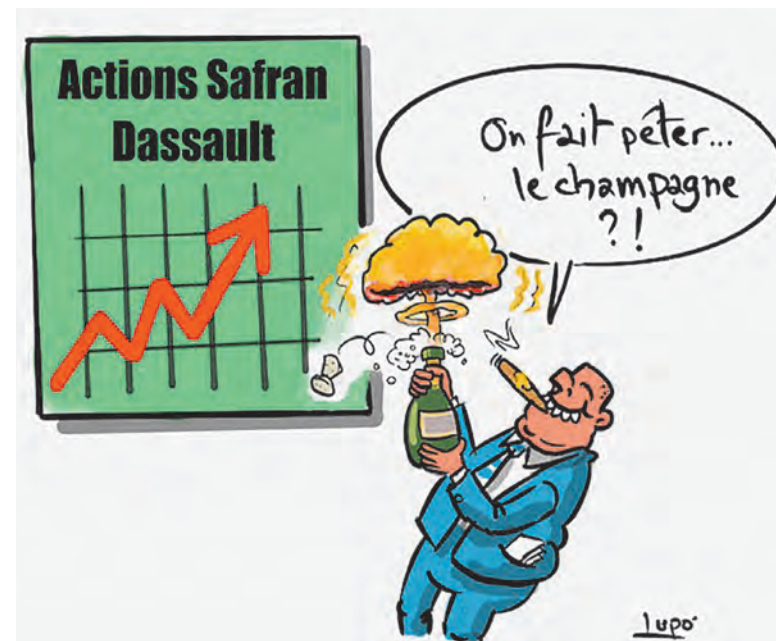
Ceux que Trump appelle des terroristes, les Houthis, ont pris le contrôle d'une grande partie du pays en menant la lutte contre un régime dictatorial haï par la population, et en affichant leur opposition aux États-Unis et à Israël, et après avoir subi sept années d'une guerre déclenchée contre eux par l'Arabie saoudite. Après le 7 octobre, en riposte à la guerre menée par Israël contre les Palestiniens à Gaza, ils ont déclenché des attaques en mer Rouge contre des navires de commerce israéliens, américains et britanniques. Leurs tirs de drones et de missiles, arrêtés le temps du cessez-le-feu, ont

recommencé le 11 mars avec la suspension de l'aide humanitaire à Gaza.

Cette situation instable perturbe le trafic maritime mondial, dont 12 % transite en effet par la mer Rouge et le détroit de Bab el-Mandeb. Nombre de navires préfèrent désormais emprunter une autre route. Mais la décision américaine de bombarder le Yémen est parallèle à la reprise de la guerre à Gaza par Netanyahu, et vient la soutenir. C'est aussi un avertissement, à coups de bombes, adressé certes aux Houthis, mais aussi à l'Iran accusé de soutenir ces derniers.

Ces menaces s'adressent plus largement à tous les peuples qui voudraient contester la domination impérialiste de quelque manière que ce fût. C'est ce que les dirigeants impérialistes, Trump comme les autres, appellent défendre la paix et la liberté des peuples.

Aline Retesse



Mexique : un État complice des cartels

Le 13 mars, un collectif de recherche de disparus annonçait la découverte des vêtements, des chaussures et des restes calcinés d'au moins 200 cadavres, ainsi que des fosses ayant servi de crématoires, dans un ranch près du village de Teuchitlán, dans l'État du Jalisco.

Le « ranch de la terreur », comme l'appellent les médias mexicains, servait de centre de recrutement au cartel Jalisco Nueva Generación. Ses membres attiraient des jeunes à la recherche de travail, pour ensuite les enfermer, forcer certains à en tuer d'autres et, après en avoir fait des bourreaux, les forcer à travailler pour eux. Les corps des victimes étaient brûlés et enterrés sur place. Même si c'est loin d'être le premier charnier découvert par les collectifs de familles de disparus, l'affaire a fait les gros titres de la presse, suscitant l'horreur dans tout le pays, mais aussi la colère.

Samedi 15 mars, à l'appel des différents collectifs de familles de victimes, toujours ignorés et méprisés par les autorités, des rassemblements se sont tenus dans la plupart des villes, dont le plus important au centre de Mexico, face au devant le Palais national. S'adressant

à la présidente de la République, Claudia Sheinbaum, les manifestants ont écrit sur le sol en lettres géantes « *Présidente, maintenant tu nous vois ?* ». Ils entendaient dénoncer la passivité du gouvernement face aux disparitions : plus de 50 000 ont eu lieu durant les six années du dernier mandat présidentiel.

« *Un État qui ne réagit que lorsque l'horreur devient manifeste est un État complice* », ont écrit plusieurs journalistes, reprenant une idée couramment exprimée. Car au-delà du dégoût qu'elle suscite, l'affaire du ranch de Teuchitlán illustre la complicité des autorités vis-à-vis des cartels. La police locale connaissait depuis longtemps l'existence du site : elle y était intervenue quelques mois auparavant pour y arrêter plusieurs personnes, mais sans aller plus loin dans les investigations et en laissant sur place les traces du massacre sans les révéler. La presse

évoque aussi la complicité des autorités de l'État du Jalisco, où plus de 18 000 personnes ont disparu ces six dernières années sans que jamais de vraies recherches ne soient menées. C'est uniquement grâce à des appels anonymes que le collectif de recherche de disparus a commencé les fouilles. Il affirme aujourd'hui disposer de plusieurs témoins des atrocités, qui, craignant pour leur vie, refusent de comparaître devant les autorités de l'État.

Au-delà, il y a complicité de l'État fédéral mexicain lui-même. Depuis 2006, la prétendue « guerre contre les cartels » menée par l'armée n'a conduit qu'à une explosion de violence dans tout le pays, dirigée avant tout contre la population. Récemment, pour répondre à la démagogie de Trump accusant le Mexique d'inonder les États-Unis de fentanyl, et surtout à ses menaces d'augmenter les droits de douane, les annonces d'arrestations de trafiquants se sont opportunément multipliées, sans que cela change quoi que ce soit à cet état de fait.

L'armée, elle-même corrompue et infiltrée par les



DAVID CAMARENA

Le 15 mars à Mexico.

cartels, est bien incapable de les combattre efficacement. Elle est en revanche formée et qualifiée pour terroriser la population. Son rôle est maintenant largement admis dans l'assassinat en 2014 des 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa, dans le Guerrero. Pourtant, durant le mandat du président de gauche sortant, López Obrador, l'impunité est restée totale et l'enquête n'a pas franchi la porte des casernes.

Claudia Sheinbaum, qui lui a succédé, continue aujourd'hui la même politique : il n'y a pas de véritables enquêtes sur les milliers de disparitions partout dans le pays et le soutien à l'armée

est total. L'actuel ministre de la Sécurité publique, choisi par elle, Garcia Harfuch, est à lui tout seul le symbole de cette orientation. Petit-fils d'un des responsables du massacre de 300 étudiants à Mexico en octobre 1968, fils du principal responsable de la répression contre les mouvements de guérilla des années 1970, il était lui-même chef de la police de l'État du Guerrero au moment de la disparition des étudiants en 2014 et il est impliqué dans l'affaire.

L'État mexicain craint en fait sa propre population bien plus que la barbarie des cartels.

Antoine Ferrer

Mozambique : pour les profits de TotalEnergies

L'agence américaine de crédit aux exportations (US Exim) vient d'approuver un prêt de 4,7 milliards de dollars à la société TotalEnergies, pour financer son projet de production de gaz naturel liquéfié (GNL) au Mozambique.

Ce prêt avait été accordé en 2020, mais était gelé depuis 2021, suite à une attaque djihadiste à quelques kilomètres du site industriel. Depuis 2010, la découverte de

gigantesques champs gaziers en mer avait attiré au Mozambique les principales compagnies pétrolières mondiales, TotalEnergies, ExxonMobil, ENI. Avant l'interruption de

2021, de nombreuses institutions financières avaient accordé près de 15 milliards de crédits au projet de Total.

L'entreprise cherche aujourd'hui à relancer les travaux. Le prêt de la banque publique américaine Exim vient d'être confirmé par le conseil d'administration récemment renouvelé par des nominations de Trump.

Ce projet de production d'énergie fossile pourrait générer davantage de CO₂ que les émissions des 27 pays de l'Union européenne réunis. Mais il convient parfaitement aux visées de Total, qui consacre deux tiers de ses investissements dans le monde à développer la production d'énergies fossiles. L'Italie vient, comme les États-Unis, de confirmer son soutien financier. La Grande-Bretagne, les Pays-Bas envisageraient d'annuler les leurs, tandis que les banques françaises Crédit agricole et Société générale n'ont pas encore confirmé leurs prêts. On peut cependant douter que ce soit les scrupules pour la destruction de l'environnement ou le sort de la population du Mozambique qui motivent ces hésitations.

Le Mozambique est un des pays les plus pauvres d'Afrique. Mais les 15 milliards d'investissements de Total, s'ils sont confirmés, ne bénéficieront pas à la population locale, qui subit au

contraire de nombreuses exactions liées au projet. Celle-ci tente de survivre entre les attaques des djihadistes et celles des soldats chargés de protéger le site Total, accusés d'avoir enlevé, séquestré dans des conteneurs pendant plusieurs semaines, torturé et tué des civils. De nombreux paysans et pêcheurs ont été expulsés de leurs villages pour laisser la place aux installations et ont perdu leurs moyens de subsistance. Mercredi 13 mars, des manifestants ont interrompu une réunion entre des représentants de TotalEnergies et du district de Palma, dans le village de Quitunda, construit par Total pour les populations déplacées par le projet.

La découverte de ces gisements gaziers au Mozambique rapportera peut-être des milliards aux actionnaires de Total, mais elle est d'ores et déjà une calamité pour la population.

Hélène Comte



Gazoduc en construction au Mozambique, en novembre 2024.

Argentine : Milei s'en prend aux retraités

Vingt personnes blessées, dont une gravement, plus de 100 arrestations, tel est le bilan de la répression, menée mercredi 12 mars par la police du gouvernement Milei, d'une manifestation de retraités dans les rues de Buenos Aires.

Ce jour-là, comme tous les mercredis depuis presque un an, des retraités manifestaient à Buenos Aires, devant le Congrès, pour protester contre le gel de leurs pensions et contre la suppression en décembre dernier de l'accès des plus pauvres à la gratuité de certains médicaments. Ces deux mesures ont été décidées par le gouvernement du président d'extrême droite, en dépit des conséquences catastrophiques de la dévaluation du peso de plus de 50 %, décidée dès le début de son mandat. Près des deux tiers des retraités

ne touchent en effet que la pension minimale, un peu plus de 280 euros par mois, plus une prime d'une soixantaine d'euros alors que les prix se sont envolés, en particulier ceux des médicaments.

Depuis quelque temps, le nombre de manifestants du mercredi tend à grossir et les incidents avec la police se multiplient. Celle-ci s'en prend aux retraités au nom de la nouvelle loi « anti-piquets » qui permet en fait d'interdire n'importe quelle manifestation. L'image, partagée massivement sur les réseaux sociaux, d'un

retraité arborant un maillot de l'équipe de football de l'Atletico Chacarita Juniors, passé à tabac par des policiers il y a quelques semaines, a produit un résultat inattendu, du moins par le gouvernement. Cette fois, des centaines de supporters de clubs de football, dont les deux plus populaires du pays, River Plate et Boca Juniors, se sont mobilisés, révoltés par le sort fait à leurs anciens. Ils ont fait circuler une vidéo de Maradona affirmant en 1992 : « Je défends les retraités, il faut être un sacré lâche pour ne pas les défendre »... et ont rejoint le cortège des retraités. Face à la répression policière, ils ont affronté les gaz lacrymogènes, les canons à eau et les tirs de balles en caoutchouc pendant plusieurs heures.



RODRIGO ABD AP

Le 13 mars, contre la répression policière.

La ministre de la Sécurité, Patricia Bullrich, a eu beau accuser les clubs « ultra » des supporters d'être venus là « pour tuer », la sympathie populaire s'est exprimée du côté des

manifestants. Une partie de la nuit, des concerts de casseroles ont retenti dans divers quartiers de la capitale pour protester contre cette répression brutale.

Antoine Ferrer

Inondations meurtrières

Vendredi 7 mars, la ville portuaire argentine de Bahia Blanca, 350 000 habitants, située à 600 km au sud de la capitale Buenos Aires, a été frappée par des pluies torrentielles.



LUCIANO BUGALLO

À Bahia Blanca.

Il a plu en quelques heures l'équivalent de ce qui tombe en une année, et la rivière Maldonado, qui traverse la ville, est sortie de son lit en dévastant tout. L'eau est montée par endroits jusqu'au toit des maisons, les voitures étaient emportées ou retournées. Le bilan provisoire de ce chaos était de 16 morts, 100 disparus, un millier de personnes et tout un hôpital évacués par l'armée. La majorité des morts sont des personnes âgées qui vivaient en maison de retraite ou en foyer, surprises par la montée rapide des eaux.

Le président Milei qui, depuis son arrivée aux affaires, a surtout aggravé

l'inflation et le taux de pauvreté, est aussi un climato-sceptique qui entend scier « à la tronçonneuse » tout ce qui relève de l'État. Mais vu la situation, il a dû décréter trois jours de deuil national et envoyer des produits de première nécessité ainsi qu'un hôpital mobile via l'armée de l'air.

Lundi 10 mars, on recherchait deux fillettes, de 1 et 5 ans, emportées par le flot. Le lendemain, le reflux commençait dans la ville portuaire mais les localités voisines restaient inondées. Deux millions d'hectares de cette riche région agricole ont été endommagés et au cours des opérations de

nettoyage il fallait évacuer jusqu'à 1,5 mètre de boue.

Selon une spécialiste de la politique environnementale de la ville d'Ituzaingo, près de Buenos Aires, ce désastre est « un exemple clair du changement climatique » auquel il faut se préparer, en mettant en place des systèmes d'alerte efficaces. Mais on ne peut guère compter sur un gouvernement dont la seule perspective est la réussite financière du capital privé. En décembre 2023, Bahía Blanca avait déjà subi une violente tempête qui avait tué 13 personnes et provoqué de gros dégâts. Depuis, rien n'a été fait. Le maire de la ville parle de 370 millions de dollars indispensables pour la relever. Milei lui en propose... six !

Pour la ministre de la Sécurité, Patricia Bullrich, dont la spécialité est la répression des nombreux manifestants opposés à la présidence Milei, aucune infrastructure ne peut supporter un « phénomène climatique qui détruit tout ». Elle entend donc continuer à ne rien faire. Ce gouvernement veut une économie capitaliste délivrée de toutes contraintes, quitte à aggraver encore les catastrophes climatiques et leurs conséquences.

Jacques Fontenoy

États-Unis : poules malades et firmes prospères

Aux États-Unis, le prix des œufs explose. Alors qu'une douzaine d'œufs de catégorie A valait 2,04 dollars en octobre 2023, elle coûtait en moyenne 4,95 dollars en janvier dernier. Dans certains endroits, il vaut mieux compter 10 ou 12 dollars, bien plus pour des œufs bio.

Des épiciers ont du mal à s'approvisionner, et certains rationnent le nombre de boîtes vendues à chaque client. Une raison de cette pénurie est une épidémie de grippe aviaire. Quand une poule est infectée, l'ensemble du poulailler doit être détruit, et certaines fermes avicoles comptent des millions de volatiles. En trois ans, 158 millions de poules pondeuses, dindes et pouletons ont été abattus. Il faut ensuite des mois avant la reprise de la production.

L'épidémie est aggravée par les coupes dans les effectifs de nombreux services auxquelles procède l'administration Trump. L'équipe d'Elon Musk a récemment licencié le quart des employés du réseau chargé de la santé

animale au sein du ministère de l'agriculture, en particulier de la lutte contre la grippe aviaire. « Ces laboratoires sont en sous-effectifs permanents. Supprimer des postes réduit la capacité à tracer et à contrôler le virus » explique un responsable.

Dans sa dernière édition, le bimensuel trotskyste *The Spark* évoque une autre cause de l'augmentation du prix des œufs. Aux États-Unis, cinq entreprises produisent la moitié des œufs du pays. En 2024, ces firmes ont augmenté leurs profits de façon considérable. La plus grande, Cal-Maine, les a ainsi accrus de 340 % en un an, à 1,2 milliard de dollars. Au cours des vingt dernières années, ces cinq entreprises ont été poursuivies à plusieurs reprises, et des documents internes ont montré que, pour faire monter les prix, elles savaient spéculer – en stockant leurs œufs.

Les poules américaines sont malades, mais leurs propriétaires en font quand même des poules aux œufs d'or.

Michel Bondelet

Gorbatchev secrétaire général : le bureaucrate qui voulait sauver l'URSS

Le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev devenait à 54 ans secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique. Les réformes qu'il entreprit, qui allaient aboutir – bien malgré lui – à l'éclatement de l'URSS six ans plus tard, et le fait qu'il ait été écarté du pouvoir par ses pairs de la haute bureaucratie, lui ont valu d'être décrit en Occident comme un idéaliste épris de modernité et de démocratie à l'occidentale.

Lorsque Gorbatchev est mort, en 2022, un journal français titra : « *Gorbatchev, l'anti-Poutine !* » Mais en fait la politique de ce représentant dévoué de la bureaucratie soviétique venue au pouvoir avec Staline, n'avait pas d'autre but que de raffermir la domination de celle-ci et celle de son État, alors miné par des contradictions internes, ainsi que de renforcer sa position dans l'ordre impérialiste mondial.

Réformer l'URSS pour perpétuer le régime

Gorbatchev avait fait carrière dans l'appareil du Parti communiste et en était devenu secrétaire dans la région de Stavropol. On peut lire dans ses *Mémoires* : « *On peut comparer le rôle des secrétaires du Parti avec celui des gouverneurs tsaristes. Ils ont les pleins pouvoirs locaux. (...) Le peuple ne les choisit pas, ils reçoivent leur pouvoir de Moscou – du politburo, du secrétaire général. C'est un pouvoir immense, sans limite dans la région (...).* »

Devenu le protégé d'Andropov, le chef du KGB, la police politique, celui-ci le fit venir dans la capitale quand il fut lui-même choisi comme secrétaire général. Promu au bureau politique, Gorbatchev constitua ses réseaux, manœuvrant pour placer des alliés dans les ministères ou pour écarter des rivaux. Mais, une fois parvenu au sommet du pouvoir en 1985, il lui fallut encore se lancer dans une lutte farouche pour imposer son autorité à l'ensemble de la bureaucratie.

L'économie soviétique était victime du népotisme, de la corruption, en un mot du pillage par la bureaucratie, qui avait fini par entraîner une gabegie incontrôlable, au point de rendre la planification inefficace. Gorbatchev voulait y remettre de l'ordre, faire en sorte que



“Le nouveau boss de Moscou” : “Plus jeune, moins rugueux et probablement formidable” selon le magazine *Time* du 25 mars 1985.

l'économie étatisée fonctionne mieux, car elle était la base même des privilèges des bureaucrates. C'est pour renouveler en partie l'appareil étatique, dans l'intérêt bien compris de la bureaucratie dans son ensemble, qu'il lança les réformes connues sous les noms de *perestroïka* (reconstruction) et de *glasnost* (transparence).

Afin de soumettre les différents clans de la bureaucratie à la tête des républiques et des régions, au sommet du parti et des principaux organes d'État comme le KGB ou l'armée, il promut des hommes de sa génération, dont un certain Boris Eltsine à la tête du parti à Moscou. Celui-ci allait bientôt le doubler, en surenchérissant en faveur du multipartisme, de l'indépendance des républiques soviétiques et du retour à l'économie de marché.

Confronté à la fronde des sommets de la bureaucratie, Gorbatchev chercha à asseoir sa popularité dans de larges couches de la petite bourgeoisie, parmi les intellectuels et les dissidents pro-occidentaux. Il encouragea une relative liberté d'expression et d'association, critiqua « l'immobilisme » de Brejnev, secrétaire général jusqu'en 1982. Cela

entraîna une effervescence politique que personne n'avait prévue. Les aspirations nationales brimées, les tendances centrifuges, la soif de liberté s'exprimèrent de plus en plus largement. Et la lutte politique entre les hauts bureaucrates, loin d'être domptée, prit une nouvelle ampleur.

Les réformes de Gorbatchev se traduisirent, d'autre part, par une pression accrue sur la classe ouvrière. Il prit des mesures pour augmenter la productivité, renforcer la discipline au travail, en appelant aux « traditions du mouvement stakhanoviste ».

Toutes ces réformes n'étaient donc pas censées remettre en cause le système. Cependant les pressions qui s'exprimaient dans la société et dans son propre entourage poussèrent Gorbatchev à aller plus loin. En février 1987, il autorisa la création de coopératives, premier pas ouvrant la voie à une réintroduction de l'économie de marché, dans laquelle s'engouffrèrent aussitôt bureaucrates et petits bourgeois affairistes. Certains bureaucrates commençaient à rêver de pouvoir s'enrichir au grand jour.

Intégrer davantage l'URSS dans l'ordre impérialiste mondial

Gorbatchev chercha aussi à mettre un frein à la course aux armements engendrée par la « guerre froide », qui représentait un coût énorme. Il suspendit les essais nucléaires et engagea des discussions avec les dirigeants occidentaux, qui allaient durer des années



Timbre de 1988 vantant la perestroïka.

avant d'aboutir à des accords. Mais, pas plus que la Maison Blanche ou l'Élysée, le Kremlin n'agissait « pour la paix ». Tous s'accommodaient très bien des guerres en cours, au Nicaragua, en Afghanistan, entre l'Irak et l'Irak, etc. Il s'agissait juste de proposer une trêve, dans l'intérêt commun des capitalistes et des bureaucrates.

En effet le régime bureaucratique de l'URSS n'avait plus rien à voir depuis longtemps avec la Russie révolutionnaire de 1917. En désarmant politiquement le prolétariat, l'URSS des bureaucrates était devenue au contraire un facteur de stabilisation. Dans *La Révolution trahie*, Trotsky avait écrit que pour « neutraliser » la bourgeoisie, la bureaucratie devait « se donner l'apparence modérée et solide d'une véritable gardienne de l'ordre. Mais pour le paraître durablement, il faut à la longue le devenir. » Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS s'était alliée successivement à l'Allemagne de Hitler, puis à l'Angleterre et aux États-Unis et, à la fin de la guerre, elle avait collaboré au rétablissement puis au maintien de l'ordre impérialiste.

Gorbatchev, dans le contexte de la guerre froide, chercha donc à donner

encore des gages à l'impérialisme. Mais sur ce terrain aussi, celui-ci encouragea bientôt d'autres bureaucrates, prêts à aller plus loin dans la voie de la dissolution de l'URSS au sein du marché mondial.

Une continuité politique de Gorbatchev à Poutine

En cinq-six ans, tel un apprenti-sorcier, Gorbatchev fut débordé par l'évolution qu'il avait lancée. Il dut lutter à la fois contre les « conservateurs » opposés aux réformes et contre des bureaucrates « modernistes », encore plus démagogues que lui et qui allaient finir par le débarquer. Dès 1989, les pays d'Europe de l'Est, occupés depuis 1945, retournaient dans le giron occidental, puis en 1991 l'URSS elle-même fut dissoute par ses propres dirigeants qui forcèrent Gorbatchev à démissionner. Boris Eltsine, qui avait contribué à saper son pouvoir, s'imposa à la tête de la seule Fédération de Russie.

Le pays connut alors une décennie d'effondrement avant que Poutine reprenne en main au début des années 2000 ce qui restait de l'État bureaucratique russe après l'éclatement de l'URSS. Depuis, Poutine s'oppose aux pressions de l'impérialisme occidental sur ce qu'il juge être son pré carré, comme on le voit dans le conflit armé en Ukraine. Mais lui aussi a, à maintes reprises, réitéré ses offres de « partenariat » aux dirigeants impérialistes. Un accord Trump-Poutine pourrait, s'il se confirme, ouvrir la voie au rêve de toujours des bureaucrates : insérer encore plus la Russie ex-soviétique dans l'ordre impérialiste mondial.

Pierre Merlet



Rencontre Gorbatchev-Reagan à Genève, novembre 1985.

Cinq ans après le confinement : des « premières lignes » toujours aussi maltraitées

Il y a cinq ans l'État imposait brutalement à toute la population de se confiner pour faire face à la saturation du système hospitalier du fait de l'épidémie de Covid.

Le temps a passé et la situation dans les hôpitaux, comme celle des travailleurs de ce qu'on a alors appelé les « premières lignes », n'a fait que s'aggraver.

Les applaudissements médiatisés à 20 heures servaient à faire oublier les responsabilités de l'État dans le délabrement des hôpitaux. Sans surprise, la crise passée, les hommages aux « héros de la nation » n'ont pas été transformés en ouvertures de lits, en embauches de personnel, en augmentation de salaires et en amélioration des conditions de travail.

Au contraire, la catastrophe révélée par la crise

du Covid s'est poursuivie. Les suppressions de postes et les fermetures de lits se sont aggravées : le record annuel a été établi en 2022, après le Covid, avec 6 700 fermetures de lits cette année-là. Quant au « Ségur de la santé », qui se voulait une réponse du gouvernement aux revendications des travailleurs du secteur, il n'a accordé qu'une augmentation de salaire bien insuffisante aux hospitaliers, et rien à ceux de la sous-traitance. Et beaucoup ont dû se battre pour toucher quelque chose.

Les pénuries de personnel, aggravées par le manque de places ouvertes

pour former médecins ou infirmiers, ont continué de dégrader les conditions de travail. Modifications permanentes des plannings, travail de week-end imposé, heures supplémentaires non payées sont le lot quotidien, ce qui pousse de plus en plus de soignants des hôpitaux à la démission, alimentant un cercle vicieux. Des lits restent fermés des mois faute de personnel pour s'occuper des patients. Si les Urgences ne sont pas débordées en permanence, ce n'est que grâce au filtrage des admissions qui renvoie les malades jugés non urgents vers des consultations... téléphoniques.

Pour les malades, et d'abord ceux des classes populaires, tout cela se traduit par des retards de prise en charge, des soins non réalisés, des opérations repoussées – 700 000 séjours de chirurgie n'ont pas été réalisés depuis 2020 selon la Fédération hospitalière de France – et à la fin, par des pertes d'espérance de vie. Cela suffit à prouver que la sauvegarde de la santé de la population n'a jamais été, pas plus aujourd'hui que lors de l'épidémie, la préoccupation de ceux qui dirigent la société.

Quant aux caissières des supermarchés, éboueurs, aides à domicile, salariés des Ehpad, ouvriers de l'agro-alimentaire,

chauffeurs de poids lourds, livreurs et autres travailleurs indispensables, « ces femmes et ces hommes sur qui tient le pays tout entier et que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal » selon les mots qu'avait osés Macron, ils sont toujours indispensables mais toujours aussi mal payés. Pour le patron du Medef, interrogé par *Les Échos*, « c'est regrettable mais dans ces secteurs les marges sont trop faibles pour mieux les rémunérer ». Leurs salaires

réels ont même baissé du fait de l'inflation. Entre-temps, Macron et Borne les ont obligés à travailler deux ans de plus avant de pouvoir prendre leur retraite.

Il y a cinq ans, Macron prétendait être « en guerre contre le Covid ». Mais la guerre que les gouvernants ne cessent de mener, pour garantir les profits des capitalistes, de l'industrie pharmaceutique comme de l'armement, c'est la guerre contre les travailleurs.

Xavier Lachau



À une fenêtre pendant le confinement.

Mayotte : les moyens pour le militaire, pas pour l'humanitaire

Trois mois après le cyclone Chido, la vie quotidienne des habitants de Mayotte est toujours extrêmement difficile. Les pénuries alimentaires ne font que s'aggraver.

Il faut courir de magasin en magasin pour tenter d'avoir un pack d'eau. La destruction des cultures par Chido a fait disparaître les œufs et les légumes des rayons. Il y a régulièrement des bousculades pour tenter d'avoir quelques marchandises. Et encore, elles sont pour ceux qui arrivent ensuite à régler la note à la caisse, car les prix flambent. Un supermarché affiche ainsi un kilo de patate douce, aliment de base, à 10,90 euros !

Cette situation est en partie due au refus d'importer des marchandises des pays voisins : Madagascar, la Tanzanie et les autres îles des Comores. L'économie de comptoir qui a fait la fortune de la bourgeoisie française dans toutes ses colonies est toujours d'actualité. Alors, les poussins des exploitations avicoles par exemple arrivent par avion depuis l'Hexagone ! Les légumes eux aussi parcourent plusieurs milliers

de kilomètres, assurant au passage les profits des transporteurs comme CMA-CGM. Et, une fois arrivées au port, les marchandises sont cette fois bloquées pour assurer les profits de la propriétaire des installations, une patronne réputée pour sa rapacité. Avant Chido, elle pratiquait déjà des tarifs très élevés, responsables pour partie de la vie chère sur l'île. Le cyclone est pour elle une nouvelle occasion de faire du profit.

Plusieurs associations, qui ont envoyé des conteneurs de dons depuis l'Hexagone, dénoncent ainsi ne pas pouvoir régler

les frais demandés par les différents prestataires de la chaîne logistique et au bout de laquelle trône cette patronne. Faute de payer 3 900 euros par conteneur à cette véritable racketteuse, des dizaines de tonnes de nourriture, d'eau, de produits d'hygiène ou encore de vêtements sont bloqués, certains depuis deux mois, alors que la population manque de tout. Et quand ces associations demandent que l'État intervienne et réquisitionne les conteneurs pour qu'ils puissent être déchargés, le préfet s'y refuse catégoriquement. Plutôt que de prendre sur les marges

patronales, il préfère aggraver les conditions de travail des ouvriers du port et de la logistique en permettant des horaires élargis et le travail le dimanche.

Pendant ce temps-là, le ministre des Outre-Mer, Manuel Valls, a promis la construction d'une deuxième base navale militaire à Mayotte, pour mieux assurer la présence de l'impérialisme français dans cette région stratégique du canal du Mozambique. Le message est clair : les habitants peuvent mourir de faim, l'État, lui, se préoccupe d'installer des canons.

Tania Lemel

Inria : la recherche militarisée

En décembre 2024, l'Institut national de recherche dédié aux sciences et technologies du numérique (Inria) a adopté son nouveau contrat d'objectifs, de moyens et de performances.

Il s'agit de la feuille de route imposée aux travailleurs de cet organisme de recherche pour les quatre ans à venir. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il s'inscrit dans la marche à la guerre voulue par l'État. En 2020, le précédent contrat avait déjà introduit des partenariats avec la Direction générale de l'armement, mais le nouveau va plus loin en donnant clairement la priorité aux recherches dites « duales », c'est-à-dire pouvant être utiles à l'armée en plus de leur usage initial. Concrètement, cela conditionnera l'obtention de

financements dans les domaines mis en avant tels que l'intelligence artificielle ou les applications quantiques.

Les États sont engagés dans une compétition mondiale et chacun tente de mettre le génie humain et ses productions techniques à son service. Les travailleurs de l'Inria en sont conscients et ils ont dénoncé ce contrat et l'orientation guerrière de leurs recherches par une pétition intitulée « Ce contrat n'est pas le nôtre ! » signée par plus de 900 personnes.

Correspondant LO

Travail dissimulé : des contrôles qui épargnent les gros

Début mars, le gouvernement se félicitait de « résultats historiques dans la lutte contre le travail dissimulé ». En 2024, les Urssaf ont ainsi notifié pour près de 1,6 milliard d'euros de redressements à des entreprises recourant à du travail au noir. Ce montant est en hausse de 35 % sur un an, il a doublé en deux ans.

Il n'en a pas fallu plus pour que la ministre du Travail Catherine Vautrin proclame : « C'est une très bonne nouvelle. À l'heure de l'indispensable effort que nous devons consentir pour nos armées, nous devons nous assurer que chaque euro

fraudé soit récupéré », et que sa sous-ministre Astrid Panosyan-Bouvet prétende que « l'Urssaf est un pilier de notre justice sociale, de notre compétitivité et du recouvrement des recettes publiques. La fraude ne doit souffrir aucune tolérance ».

Pourtant, entre les notifications de redressement et le recouvrement réel de ces sommes, l'écart est considérable. En 2024, les 7 000 contrôles ciblant le travail illégal n'ont rapporté que 121 millions d'euros à la Sécurité sociale, soit 8 % des sommes notifiées aux entreprises. Par contre, lorsque qu'il s'agit de fraudes aux allocations familiales, le taux de recouvrement atteint 78 % sur des centaines de milliers de contrôles.

En réalité la lutte contre

le travail au noir cible en très grande majorité les petits patrons, surtout dans le BTP et les services aux entreprises, sous-traitants de grands groupes, qui eux sont épargnés par les contrôles. Dans cette logique, les Urssaf veulent accentuer à l'avenir les contrôles sur les auto-entrepreneurs. Ce sont pourtant les plus gros capitalistes qui imposent à leurs sous-traitants de rogner sur leurs marges, quitte à frauder la Sécurité sociale.

De plus, les patrons n'ont

souvent pas besoin de frauder sur les cotisations sociales : c'est en toute légalité qu'ils en économisent une bonne partie. Les exonérations de cotisations accordées par l'État ont atteint 75 milliards d'euros en 2023.

Lorsque la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, déclare que « les fraudeurs doivent toujours payer, c'est une question de justice », elle devrait ajouter « sauf si ce sont de grands capitalistes ».

Correspondant LO

Scientifiques américains : un accueil tout en hypocrisie

Le 13 mars, la ministre de l'Éducation, Borne, a soutenu le projet de l'Université Aix-Marseille d'accueillir jusqu'à quinze chercheurs américains qui viendraient « poursuivre leur recherche en toute liberté », alors que l'administration Trump a pris plusieurs mesures qui menacent le financement et l'indépendance de la recherche publique.

Dans la santé par exemple, le financement de projets par le National Institutes of Health a été suspendu avant d'être partiellement rétabli par des juges, mais le lancement des nouveaux projets reste gelé. Des centaines de scientifiques des agences fédérales, notamment dans le domaine climatique, ont été licenciés. La National Science Foundation, qui finance une part importante de la recherche publique avec 10 milliards de dollars, est menacée de perdre un tiers de son budget. L'inquiétude domine d'autant plus que certains sujets comme le climat ou les inégalités sociales sont visés pour des raisons

idéologiques. Le 7 mars, des chercheurs ont manifesté aux États-Unis sous le slogan « Stand Up for Science » et le mouvement a été relayé jusqu'en France.

C'est dans ce contexte que l'université d'Aix-Marseille prévoit d'accueillir une poignée de chercheurs américains. Ce soutien symbolique est surtout une opération de communication. Les postes proposés sont des CDD de trois ans, alors qu'ils s'adressent à des chercheurs confirmés ayant déjà travaillé au moins deux ans après un doctorat. La proposition est à la mesure des moyens qui manquent pour embaucher et créer des emplois pérennes.

Borne pose volontiers sur la photo et présente fièrement la France comme le défenseur de la « liberté académique ». En réalité, année après année, l'enseignement supérieur et la recherche du pays ont de moins en moins les moyens de fonctionner. Mais les discours, eux, ne coûtent rien...

Lucas Pizet



Nos lecteurs écrivent

La Croix-Rouge contre ses salariés



Nous étions une vingtaine de salariés de la Croix-Rouge vendredi 7 mars, réunis devant le pôle Santé Psychique, place de la Nation à Paris, pour soutenir une collègue psychiatre convoquée à un entretien préalable à une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement.

Oui, vous avez bien lu, alors que partout en France les services hospitaliers, les associations en lien avec la psychiatrie, les instituts médicaux éducatifs cherchent

à embaucher des médecins psychiatres, la direction de la Croix-Rouge les en empêche par mille tracasseries d'exercer leur travail correctement dans les Centres médicaux-psycho-pédagogiques (CMPP) et le Bureau d'aide psychologique universitaire (BAPU) gérés par la Croix-Rouge. Un autre psychiatre, convoqué lui aussi en entretien préalable à sanction, a préféré assurer ses consultations plutôt que de venir à cette convocation.

Ces sanctions viennent

six mois après une grève dans les CMPP et le BAPU durant laquelle le personnel s'était levé pour s'opposer au manque d'effectifs, à la politique managériale de la direction qui imposait à des collègues de travailler sur plusieurs centres pour boucher les trous, voulait leur imposer des pointeuses, leur supprimait la possibilité de réunions de concertation, alors que le travail d'équipe est à la base de la prise en charge des patients et des étudiants en détresse psychologique.

L'an dernier, la direction de la Croix-Rouge a déjà fermé six centres de santé en région parisienne sous prétexte de problèmes budgétaires, et aujourd'hui, en s'attaquant aux psychiatres, elle cherche à affaiblir les équipes. Tous savent que les centres ne peuvent pas fonctionner sans psychiatre.

Heureusement que les équipes sont soudées et prêtes à défendre leurs conditions de travail, leurs emplois et leurs patients !

Une lectrice

de la région parisienne

Des chiffres qui parlent

En dix ans, le réseau ferroviaire a perdu 3 000 km soit 10 % du total des lignes ouvertes au trafic voyageurs avec la conséquence que les lignes TER de plus de la moitié des départements sont impactées.

C'est sûrement ce que la SNCF appelle « maîtrise des charges » qui permet d'annoncer un bénéfice de

1,6 milliard d'euros. Autant dire qu'il est payé par la surcharge de travail, le gel des salaires, les suppressions d'emplois, sans oublier les économies sur le matériel, les lignes fermées... La direction roule les passagers et roule les travailleurs.

SNCF Paris-Est

Blablafric

Aussitôt après avoir annoncé de nouveaux

superprofits l'an dernier, Farandou a déclaré que tout serait réinvesti dans l'entretien du réseau.

Ben voyons ! C'était surtout le nouveau prétexte pour ne rien lâcher sur les salaires.

Alors le pognon, il faudra que nous allions le chercher nous-mêmes.

SNCF Ateliers de Quatre-Mares



Iveco bus – Annonay : une réaction qui en annonce d'autres

L'usine Iveco d'Annonay, en Ardèche, produit des bus thermiques et, depuis peu, des bus électriques. Suite aux commandes de milliers de ceux-ci par des collectivités locales, l'usine a été réorganisée et la production a débuté avant que les nouvelles installations soient au point.

La production a donc démarré au milieu du chantier non terminé, à l'aide d'intérimaires de plus en plus nombreux, sans plan, sans outils, sans parkings suffisants. Alors que l'usine compte 1 200 travailleurs en CDI, près de 800 intérimaires ont été recrutés dans

toute la région, sans compter ceux venant d'Ukraine ou d'Afghanistan, tandis que des soudeurs qualifiés vont arriver des Philippines. Les intérimaires doivent assurer leur poste sans avoir été formés, sinon à la va-vite par les anciens, ce qui en pousse beaucoup à la démission.

Le travail en 2x8, jusque-là marginal, a été généralisé à toute l'usine. À un bout, les patrons profitent des gros contrats, à l'autre bout, les ouvriers subissent la désorganisation, les accidents et les bas salaires.

Dans cette ambiance, des débrayages ont eu lieu dans le secteur peinture du jeudi 6 au mercredi 12 mars. Les ouvriers revendiquent une amélioration des cotations de poste et une augmentation de la prime de peinture. Le mouvement, parti d'un des quatre ateliers du

secteur, a réussi à rassembler toute la peinture et les trois équipes (2x8 et équipe de nuit). Tous les jours, les grévistes se rassemblaient à leur prise de poste pour décider de la suite. Ainsi, les plus motivés ont pu entraîner les autres, ce qui a fait la force du mouvement.

En une semaine, les débrayages ont créé un goulot d'étranglement entraînant des conséquences dans toute l'usine et forçant la direction à sortir de ses bureaux. Elle ne veut rien lâcher, sinon des promesses creuses, et si

le travail a repris, rien n'est réglé.

En relevant la tête, les ouvriers du secteur ont mis en avant des problèmes qui concernent toute l'usine. Tous paient la politique d'Iveco, qui engrange les profits de la transition électrique à leurs dépens : accidents, rythmes de travail dégradés, absence d'embauches fixes, salaires bloqués. Une riposte ouvrière s'impose, derrière des objectifs qui unifient les travailleurs.

Correspondant LO



Forvia – Méru : toujours non aux licenciements !

Le groupe Forvia, équipementier automobile, vient d'annoncer ses résultats 2024. Pour un chiffre d'affaires à peu près stable à 27 milliards, il affiche une légère perte nette de 185 millions d'euros.

D'après les comptes du groupe, cette perte est liée à des frais de restructuration. Il faut lire « frais de suppression de 10 000 emplois » de 362 millions d'euros, soit le double des pertes. Forvia investit donc dans les licenciements pour assurer de futurs dividendes à ses actionnaires, dont les familles Peugeot et Agnelli.

Après Bains-sur-Oust en Bretagne et Hagenbach en Allemagne, le plan de 110 suppressions d'emploi à Méru, dans l'Oise, est l'une des premières étapes prévues par Forvia pour réduire ses effectifs en Europe de 70 000 à 60 000. C'est un plan à bas coût qui annonce les intentions du groupe pour la suite.

Il se limite à une prime extralégale de 1 400 euros par année d'ancienneté, plafonnée à 40 000 euros (contre les 180 000 qui ont été payés à Hagenbach en

Allemagne). Pour les plus anciens, Forvia propose une sorte de préretraite sur 22 mois, avec 85 % du smic brut, soit 1 573 euros par mois. Même pas 85 % de leur salaire actuel ! Une insulte et une aumône.

Les syndicats majoritaires, UNSA et CGC, estimant avoir « mouillé la chemise » comme ils le disent, sont prêts à signer ce plan. Ce que n'admettent ni une minorité de travailleurs, ni les équipes syndicales CGT, CFDT et FO, qui continuent à animer les réunions et rassemblements de protestation de ceux qui restent sur leur position : pas d'accord à moins d'une indemnité de 5 000 euros par année d'ancienneté.

Envers et contre tout, et malgré l'attitude des représentants syndicaux officiellement majoritaires, c'est cette minorité qui a raison.

Correspondant LO

Livreurs à vélo : "travailler plus pour gagner moins, c'est non !"

Les syndicats de livreurs à vélo appelaient à une mobilisation mardi 18 mars, jour où ils devaient rencontrer les représentants des plateformes.

Formellement indépendants, ils sont plus de 80 000 livreurs à vélo qui travaillent en réalité directement pour les plateformes comme Deliveroo, Uber Eats ou encore Stuart. Celles-ci fixent le tarif des courses, mais imposent aux livreurs un statut d'autoentrepreneur qui les oblige à payer eux-mêmes leur véhicule, leur assurance et leurs cotisations sociales. Les entreprises ne leur fournissent aucun local pour se réchauffer, aller aux toilettes ou recharger leur téléphone portable. Elles sont par contre libres de bloquer ou désactiver arbitrairement les comptes, c'est-à-dire de licencier sans préavis. En cas d'accident, les livreurs ne sont pas couverts par les plateformes, alors même que la pression les pousse à accepter plus de courses et à prendre des risques. Selon

la Maison des livreurs de Bordeaux, un lieu de repos et d'entraide géré par une association, sept livreurs sur dix ont déjà eu un accident.

Selon les syndicats, les livreurs ont perdu 25 % de leur chiffre d'affaires depuis octobre 2023. Ils revendiquent un prix minimal garanti de 3,20 euros par course, contre 2,85 euros chez Uber Eats et 2,63 euros chez Deliveroo actuellement. Certaines courses complémentaires, ajoutées à une course principale, sont même payées moins d'un euro, sans compter que le temps d'attente des commandes n'est pas pris en compte dans le calcul du travail effectif. De nombreux livreurs n'atteignent donc pas le smic horaire malgré des journées entières passées à pédaler par tous les temps.

Ils se sont rassemblés à Paris et dans de nombreuses villes du pays. Comme le disait l'un de leurs slogans : « Les livreurs pédalent, les plateformes encaissent, ça suffit ! »

Claire Dunois



Dans les bulletins Lutte ouvrière



De pire en pire !

Aux Presses, on ne découpe plus les échantillons qui servaient à contrôler la qualité de l'acier : au lieu d'embaucher au labo où il manque des effectifs, la direction a choisi de supprimer des contrôles !

Il ne faudra pas qu'elle vienne dire que c'est la faute de Pierre, Paul, Jacques s'il y a des fissures !

Toyota Onnaing

Strictement à jeûn

Pour certaines d'entre nous, la « pause » de midi est un concept très abstrait. On bosse sans discontinuer, sans manger, sans aller aux toilettes, sans boire, parfois sans s'asseoir.

Quand on est un travailleur de la santé, on détruit la nôtre.

Hôpital de la Croix-Rousse Lyon

Ce n'est plus un pool, c'est poussin

Avec l'unification du pool, la direction nous avait promis des renforts plus fréquents. Pourtant, on se retrouve dans la même situation que l'année dernière.

Normal : la direction n'embauche pas, elle a juste partagé la misère.

Nous, ce que l'on partage de plus en plus, c'est la colère.

Hôpital de la Croix-Rousse Lyon

Safran – Villaroche : la lutte pour les salaires continue

Les débrayages et actions quotidiennes se poursuivent à Safran Villaroche, en Seine-et-Marne. La direction, dans le cadre des négociations annuelles, campe sur sa proposition de 42 euros d'augmentation pour les plus bas salaires.

De simple protestation au début, le mouvement s'est renforcé et les grévistes sont déterminés autour de leur revendication de 100 euros net d'augmentation minimum. Les bénéfices de Safran ont été de trois milliards en 2024, en hausse de 50 %, ses actionnaires ont vu leurs

dividendes augmenter de 32 %, que les salariés comparent à leur 2 %. Le groupe a même consacré 5 milliards uniquement à acheter ses propres actions, afin d'en faire monter les cours. Profitant d'un contexte de plus en plus guerrier, celles-ci ont encore augmenté de 25 % en trois mois.

Après la journée de grève du 5 mars à l'appel de la CGT et FO, qui avait vidé les ateliers dès le 6, certains avaient enchaîné sur une ou deux journées de grève supplémentaires. Et dès le lundi 10, les ouvriers en équipe décidaient d'eux-mêmes de débrayer quotidiennement une heure. Depuis, autour de 150 travailleurs par équipe se rassemblent et agissent chaque jour : manifestation sur le site en appelant les autres travailleurs des ateliers et



Le 18 mars.

bureaux à les rejoindre, diffusion d'un tract à la sortie de la normale à la gare routière, irruption dans une réunion du CSE et visites dans plusieurs bâtiments du site se succèdent. Les travailleurs en ayant assez des chefs qui tournent comme des mouches autour des assemblées, ils ont trouvé la solution en se réunissant dans des locaux fermés. Une cadre de direction a bien tenté de les en faire sortir, mais les hués l'ont convaincue que c'était plutôt à elle de s'en aller.

Inquiète de l'enracinement du mouvement, la direction a d'ailleurs proposé une rencontre avec des grévistes... pour finalement faire savoir qu'elle ne lâcherait rien sur les salaires.

Lundi 17 mars, quelques salariés de l'équipe du matin ont proposé un tract signé des travailleurs en lutte,

soutenus par FO et la CGT, et qui a été adopté par l'assemblée : « *Nous exigeons 100 euros minimum. Ouvriers, techniciens, ingénieurs et cadres, rejoignez-nous dans le mouvement !* » Pour entraîner les salariés de la normale, mardi 18 mars, une centaine d'ouvriers du matin étaient avec leur banderole sur le rond-point d'arrivée des voitures et des bus et ils prévoyaient de diffuser ensuite leur tract à la cantine.

La CGT de Villaroche, qui soutient et aide la lutte, a prévu un rassemblement au siège à Corbeil jeudi 20 à midi : cela a été approuvé par les assemblées de travailleurs des deux équipes, qui s'y retrouveront ensemble pour s'adresser à ceux de l'usine de Corbeil. La peur que la direction peut avoir d'une contagion est le meilleur atout du mouvement.

Correspondant LO

CPF – Itancourt : des dirigeants qui fuient les salariés

Jeudi 13 mars, à Itancourt, dans l'Aisne, plusieurs dizaines de travailleurs de CPF (Cereal Partners France) qui travaille pour Nestlé et fabrique des céréales pour petit-déjeuner, ont débrayé et manifesté devant la sous-préfecture.

Les représentants de l'entreprise avaient rendez-vous avec ceux de l'État et le député de la circonscription pour discuter de l'avenir du site et des possibilités de reprise. À la fin de la réunion, ce

sont ces derniers qui se sont adressés aux salariés, les membres de la direction de CPF s'étant défilé en sortant par l'arrière du bâtiment.

Les manifestants n'ont rien appris de nouveau car, sous prétexte de confidentialité, les communications de la direction sont extrêmement lapidaires. Il y aurait un repreneur dit sérieux et intéressé mais c'est elle qui en juge. Elle dit exiger du repreneur qu'il continue la production de l'un de ses produits.

Beaucoup de questions se posent aux salariés depuis le mois de novembre où la direction a annoncé que le site d'Itancourt était en sursis. Mais à l'occasion de ce rassemblement, ils ont pu constater que les pouvoirs publics et le député trouvent tout à fait normal que les travailleurs soient les derniers informés sur leur sort. C'est dire qu'ils ne doivent faire confiance qu'en leurs propres forces pour se faire entendre.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Martinique: Valls passe, la vie chère reste

Du 14 au 19 mars, Manuel Valls, ministre des Outre-mer était en visite dans les îles de Saint-Martin, Saint-Barthélemy, puis de la Guadeloupe et la Martinique.

En Martinique, où une partie de la population s'est mobilisée ces derniers mois contre la vie chère, il a cherché à se montrer soucieux de ses difficultés.

Dès son arrivée en Martinique, l'agenda était bien ficelé pour que Valls montre sa détermination à lutter contre la vie chère. Lors d'une séance plénière de l'OPMR (Observatoire des prix, des marges et des revenus), à la préfecture, il a rencontré une brochette de patrons, mais aussi les représentants des organisations syndicales et des services de l'État.

De leur côté, les députés ont organisé une brève rencontre entre le ministre des représentants de différents syndicats et du RPPRAC.

Jusque-là, le RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens), à l'origine du mouvement contre la vie chère de l'automne dernier, avait essuyé un refus des autorités à toute demande de rencontre.

Valls a fait une annonce phare : un projet de loi contre la vie chère dans les Outre-mer. Il devrait élargir les préconisations figurant dans les récentes propositions de loi des deux parlementaires de Martinique et de Guadeloupe, Bellay et Lurel. Mais il permettrait aussi d'augmenter les possibilités de saisir l'autorité de la concurrence concernant la grande distribution. Ainsi, d'après Valls, il s'agirait « d'enclencher une véritable

transformation économique des territoires ». Rien que cela !

Sur la vie chère, Manuel Valls est donc resté sur le registre des fausses solutions. Car en fait, ce sont bien les gros possédants, les donneurs d'ordre qui décident ! Il a voulu se présenter comme le ministre osant aller le plus loin dans « la dénonciation des monopoles » ou « d'une économie à caractère colonial ». Il cherchait à séduire en alternant la compassion pour la population « qui se sent parfois à juste titre méprisée » et la sévérité à l'égard de ceux qui ne respecteraient pas le droit ou qui exerceraient de la violence ou des menaces contre élus ou policiers.

Mais, les personnes interrogées sur les marchés ou autres micro-trottoirs n'ont pas semblé séduites lorsque, toujours démagogue, Valls

est allé faire un contrôle de prix dans un hypermarché. Alors que près de six mois ont passé depuis l'accord « Vie chère » du 16 octobre, elles constataient, « en rayon, oui, on voit des baisses de quelques centimes sur certains produits, mais au final, mon caddie coûte

toujours aussi cher, voire plus ! » Ou encore : « Tout est cher ! Depuis septembre, les prix ont encore grimpé, surtout la viande. Je plains les mères de famille qui doivent nourrir cinq ou six enfants. » Et : « On n'attend rien des annonces de Valls ! ».

Marianne Tibus



7, 8 et 9 juin: la Fête de Lutte ouvrière!

La Fête de Lutte ouvrière 2025, dans un grand parc boisé à Presles, dans le Val-d'Oise, à 30 km au nord de Paris, aura lieu le week-end de la Pentecôte, c'est-à-dire le samedi 7 juin, le dimanche 8 juin et le lundi 9 juin.

On peut se procurer dès à présent des cartes d'entrée auprès de nos

militants, ou bien en les commandant par Internet (ainsi que des bons d'achat au prix de 4 euros, qui vaudront 5 euros pendant la Fête).

La carte, valable pendant les trois jours d'ouverture de la Fête, sera en prévente au prix de 15 euros jusqu'au dimanche 18 mai.

Laboratoires pharmaceutiques: les travailleurs scientifiques sacrifiés aux profits



La revue *Fierce Biotech*, qui couvre le monde de la recherche et développement pharmaceutique, vient de publier son annuel « cimetière des biotechs »: le bilan mondial des vagues de licenciements enregistrés en 2024 dans les centres de recherche du secteur est énorme.

La revue a recensé 192 cycles de licenciements dans les biotechs, un bond de 63 % par rapport aux 118 de 2022. Chaque semaine, une moyenne de quatre entreprises du secteur ont coupé dans les effectifs de leurs laboratoires de recherche et développement (R&D). Dans les 86 sociétés qui ont fourni des chiffres précis, 15 134 chercheurs et techniciens ont perdu leur emploi. Mais 99 autres entreprises n'ont indiqué qu'un pourcentage, et ont réduit en moyenne de 38 % leur personnel. N'étant pas parmi les plus petites, puisqu'elles sont cotées en Bourse, ce sont sans doute

au moins 30 000 personnes qui ont été licenciées dans les seules sociétés de biotechnologie. Dans le même temps, le nombre de licenciements dans les centres de R&D des grosses entreprises pharmaceutiques a, lui, augmenté de 281 % en un an. Au total sur un an, 12 000 à 15 000 travailleurs ont sans doute été privés d'emploi et la saignée dans la recherche pharmaceutique avoisine les 50 000 travailleurs. Et il y a peu de chances que les victimes de ce gigantesque plan de licenciements retrouvent un emploi dans leur domaine de compétence ainsi sinistré.

On en a un exemple frappant à Sophia-Antipolis, près d'Antibes. Cette zone, jadis considérée comme un des phares de la biotechnologie en France, s'est désertifiée en quelques années du fait de fermetures en cascade. En 2017, Nestlé y fermait la branche locale de sa filiale Galderma, jetant plus de 400 travailleurs sur le pavé. Galderma n'est pourtant pas en difficulté car sa capitalisation boursière dépassait 16 milliards de dollars en 2024. La multinationale américaine Syneos avait repris une centaine de travailleurs: elle vient de fermer son antenne locale, alors que depuis des années elle affiche 4 à 5 milliards de dollars de chiffre d'affaires et ne peut invoquer des soucis financiers. De même la filiale française de l'américaine Sangamo jette sur le pavé 90 travailleurs scientifiques alors que la direction californienne se félicite de résultats prometteurs, annonceurs de substantiels financements.

Il faut ajouter à cela la fermeture définitive du centre de recherche Boiron. Il ne comptait déjà plus que

25 employés à la suite du « plan social » qui en a frappé 500 après 2021, quand Boiron a fait payer à ses salariés ce que risquait de lui faire perdre le déremboursement des produits homéopathiques. Les héritiers des fondateurs de l'entreprise ont, c'est vrai, vu leur fortune reculer de 460 à 430 millions en 2023 et leur classement parmi les très riches passer de la 230^e à la 286^e place. Mais ils ne risquent pas d'y croiser les travailleurs qu'ils ont privés d'emploi...

Les patrons de biotech ont pris l'habitude de fermer leurs laboratoires de recherche dès que leur personnel y a mis au point un produit pouvant rapporter gros. Le patron commence par les féliciter, puis distribue les médailles d'une main et les lettres de licenciement de l'autre, en ouvrant grand ses poches pour les profits attendus.

La société Inventiva, en banlieue de Dijon, cotée au NASDAQ à New York, a

levé 348 millions d'euros en octobre et ses chercheurs ont identifié, après une décennie de travail, un traitement très prometteur contre la stéatose hépatique non alcoolique, le Lanifibranor. Inventiva a vu tout ce que ce médicament peut rapporter, sachant qu'il concerne plus de 200 000 patients en France et plus de dix millions dans le monde. Elle a donc lancé un « plan social » qui réduit de 50 % environ les effectifs, soit plus d'une centaine de travailleurs de la R&D.

Pour louer les « bienfaits » du capitalisme, ses tenants donnent souvent en exemple les succès de la recherche pharmaceutique et les avancées médicales qu'ils permettent, mélangeant intentionnellement ceux qui les obtiennent et les financiers qui les exploitent. À l'heure d'en récolter les profits, finie la fiction: les capitalistes savent se débarasser des travailleurs qui ont créé ces richesses.

Hugues Jackson